

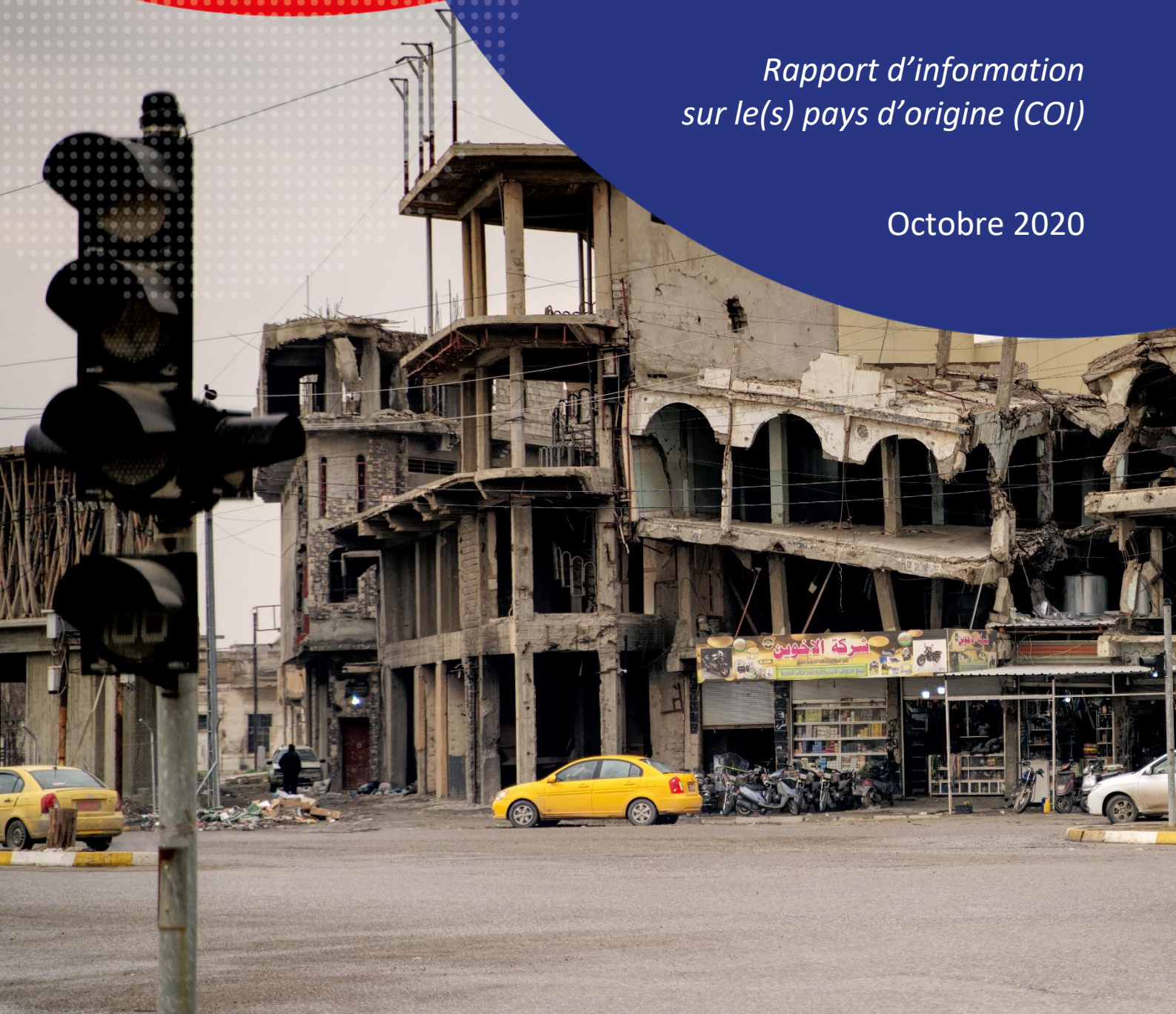


EASO

Iraq: Traitement des Irakiens affiliés ou soupçonnés d'être affiliés à l'EIL

*Rapport d'information
sur le(s) pays d'origine (COI)*

Octobre 2020



De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet (<http://europa.eu>)

ISBN 978-92-9485-834-4

doi: 10.2847/529194

BZ-02-20-559-FR-N

© European Asylum Support Office, 2020

Photo de couverture: © [Ennolente, Destroyed houses and shops in Mosul](#), janvier 2020 (CC BY-SA 4.0)

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source. Pour toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres matériels non couverts par le droit d'auteur de d'EASO, l'autorisation doit être obtenue directement auprès des titulaires du droit d'auteur.

Remerciements

EASO remercie l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches (DIDR), qui a rédigé le présent rapport.

Par ailleurs, le service national d'asile et de migration suivant a procédé à une relecture du présent rapport, en concertation avec EASO:

Danemark, service danois de l'immigration

L'organisation suivante a également procédé à la relecture du rapport:

ACCORD, centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et l'asile

La traduction (en français) du présent rapport a été relue par:

l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches (DIDR)

Il convient de souligner que la révision effectuée par les départements, les experts ou les organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne suppose pas nécessairement leur approbation formelle du rapport final, qui relève pleinement de la responsabilité d'EASO.

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	4
Avertissement	6
Glossaire et abréviations	7
Introduction	8
Méthodologie	8
Définition du mandat	8
Collecte des informations	8
Contrôle de la qualité.....	8
Sources	9
Structure et utilisation du présent rapport	9
Carte.....	10
1. Traitement, par les acteurs étatiques, des Irakiens soupçonnés d'être affiliés à l'EIIL	11
1.1 Arrestations, disparitions forcées, poursuites, traitement en détention	12
1.1.1 Arrestations et disparitions forcées	12
1.1.2 Poursuites et procès équitable.....	14
1.1.3 Traitement en détention	16
1.1.4 Après la détention	18
2. Traitement des membres de familles d'affiliés à l'EIIL ou de partisans présumés de ce dernier	19
2.1 Abus et violence sexuels	21
2.2 Retours forcés et entravés	23
2.2.1 Transfert des suspects de l'EIIL et de leurs familles du camp d'Al-Hol au nord-est de la Syrie vers l'Iraq.....	26
2.3 Accès aux documents d'état civil et habilitations de sécurité.....	27
2.3.1 Enfants sans papiers nés sous l'EIIL et/ou de pères EIIL	29
2.3.2 Accès aux certificats de naissance et aux soins de santé pour les femmes sans papiers ...	30
3. Réparation et protection de l'État	32
3.1 Accès à des mesures réparatoires efficaces	32
3.1.1 Pour les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires.....	32
3.1.2 Pour les allégations de torture dans les centres de détention et de détention provisoire	32
3.1.3 Accès à une assistance juridique et de sécurité.....	33
3.1.4 Accès à des mesures réparatoires contre les violences et abus sexuels	33

3.1.5 Accès des civils à des canaux efficaces de signalement des incidents.....	34
3.2 Accès à l'amnistie	34
3.3 Possibilités de relocalisation.....	35
Annexe 1: Bibliographie	36
Annexe 2: Mandat.....	43

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie d'EASO relative aux rapports d'informations sur le(s) pays d'origine (2019)¹. Le rapport s'appuie sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Les informations contenues dans le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Le présent document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, personnes ou organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

En outre, le présent rapport ne permet pas de tirer des conclusions quant à la détermination ou le bien-fondé d'une demande de protection internationale particulière. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position particulière sur le plan légal.

Des termes tels que «réfugié» ou «risque» et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile, dans la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et dans le protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés.

Ni EASO ni aucune personne agissant en son nom ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans le présent rapport.

La rédaction du présent rapport, dont la période de référence se terminait le 31 juillet 2020, a été achevée en octobre 2020. Aucun événement survenu après cette date ne figure dans ce rapport. La section «Méthodologie» de l'[introduction](#) contient de plus amples informations sur la période couverte par le présent rapport.

¹ EASO, EASO Country of Origin Information (COI) Report Methodology, June 2019, [url](#)

Glossaire et abréviations

<i>Asayish</i>	Services de renseignement de la région du Kurdistan irakien
PDIPP	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
FSI	Forces de sécurité irakiennes
EIL	État islamique en Iraq et au Levant ou État islamique (EI)
UMP	Unités de mobilisation populaire ou Forces de mobilisation populaire (FMP) ou <i>Al-hashd al-Shaabi</i>
GRK	Gouvernement régional du Kurdistan
RKI	Région du Kurdistan irakien – fait référence aux gouvernorats de Dohuk, d'Erbil et de Souleimaniyah
<i>Mukhtar</i>	Chef d'une communauté locale
<i>Peshmerga</i>	Forces militaires de la région du Kurdistan irakien
<i>Tabriya</i>	Plainte pénale contre un membre de la famille accusé d'être affilié à l'EIL

Introduction

Le présent rapport vise à fournir des informations pertinentes concernant le traitement des personnes en Iraq liées à l'appartenance à l'EIIL pour déterminer le statut de protection internationale, y compris le statut de réfugié et de protection subsidiaire, ainsi que pour aider EASO à élaborer des orientations par pays actualisées sur l'Iraq dans le prolongement des orientations par pays sur l'Iraq de 2019 publiées précédemment.

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie d'EASO relative aux rapports d'information sur le(s) pays d'origine (2019)² et au guide d'EASO pour la rédaction et le référencement des produits COI (2019).³ Le présent rapport doit être lu en liaison avec les autres rapports d'information sur le(s) pays d'origine d'EASO sur l'Iraq publiés en 2019 et en 2020. Ces rapports fournissent des informations pertinentes sur des sujets tels que les principaux acteurs armés, les violences ciblées et l'évolution des conflits armés en Iraq.⁴

Méthodologie

Définition du mandat

Le rapport porte sur le traitement des Irakiens soupçonnés d'être affiliés à l'EIIL et sur leurs familles, du 1^{er} janvier 2019 au 31 juillet 2020.

EASO a défini le mandat relatif au présent rapport sur la base de discussions et d'observations émises par des experts COI du réseau de spécialistes en informations sur l'Iraq d'EASO et des experts politiques au sein des pays de l'UE+ dans le cadre d'une actualisation des orientations par pays sur l'Iraq. Le présent rapport d'information sur le(s) pays d'origine a été rédigé dans le but d'élaborer une analyse de profils spécifiques liés à l'appartenance à l'EIIL.

Le mandat relatif au présent rapport figure à l'[annexe 2](#).

Collecte des informations

Les informations collectées sont le résultat d'une analyse documentaire de sources publiques spécialisées, en version électronique et imprimée, réalisée entre le mois de juin et le 31 juillet 2020 conformément à la période de référence. Des informations complémentaires ont été ajoutées en octobre 2020 lors de la finalisation du présent rapport, en réponse aux retours reçus au cours du processus de contrôle de la qualité.

Contrôle de la qualité

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie d'EASO relative aux rapports d'informations sur le(s) pays d'origine (2019), qui requiert un processus d'évaluation de la qualité. Le rapport a été révisé par EASO et les services mentionnés dans la section [Remerciements](#).

² EASO, EASO Country of Origin Information (COI) Report Methodology, June 2019, [url](#)

³ EASO, EASO Writing and Referencing Guide, June 2019, [url](#)

⁴ Les rapports d'information sur le(s) pays d'origine d'EASO sont disponibles sur le portail EASO COI: [url](#)

Sources

Le présent rapport s'appuie sur des sources publiques, y compris des organismes de défense des droits de l'homme, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des agences et organisations internationales telles que les Nations unies, les médias et les groupes de réflexion.

Structure et utilisation du présent rapport

Le rapport comporte trois chapitres. Le premier chapitre porte sur le traitement des Irakiens, notamment des enfants, soupçonnés d'être affiliés à l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL) par les acteurs étatiques, tels que les forces de sécurité et le système judiciaire. Le deuxième chapitre analyse le traitement des familles de membres présumés de l'EIL. Le dernier chapitre est axé sur l'accès des Irakiens soupçonnés d'être affiliés à l'EIL à des mécanismes de recours efficaces et à la protection de l'État.

Ce rapport traduit contient des notes de bas de page et des renvois qui dirigeront le lecteur vers la version anglaise des rapports sur les pays d'origine de l'EASO. Pour utiliser ces renvois, veuillez vous référer aux versions françaises des rapports. Veuillez noter que les numéros de page peuvent varier légèrement entre la version anglaise et la version française.

Carte



Carte 1: Nations unies, juillet 2014, Iraq⁵

⁵ UN, Map No. 3835 Rev. 6, July 2014, [url](#)

1. Traitement, par les acteurs étatiques, des Irakiens soupçonnés d'être affiliés à l'EIL

Entre 2014 et 2018, dans le cadre de la lutte contre l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL), de nombreux rapports ont mis en lumière de graves violations des droits de l'homme commises par les forces militaires ou les forces associées: crimes de guerre, homicides illégaux, enlèvements et représailles visant principalement les civils sunnites soupçonnés d'être affiliés à l'EIL, en particulier les hommes ou les garçons en âge de se battre. Des milliers de combattants de l'EIL ou d'affiliés présumés, dont des enfants, ont été arrêtés et poursuivis devant les tribunaux antiterroristes irakiens et des centaines ont été condamnés à la peine de mort⁶. Des rapports ont dénoncé l'absence de procès équitables, les procès étant fondés sur des aveux forcés obtenus sous la torture ou d'autres mauvais traitements⁷. Les familles soupçonnées d'être affiliées à l'EIL, «généralement en raison de leur nom de famille, de leur appartenance tribale ou de leur région d'origine»⁸ ou en raison de l'absence de documents d'identité⁹, ont également été visées par des mesures de sanction collective ou de stigmatisation par les forces gouvernementales, par des groupes armés et la société¹⁰.

Des milliers de personnes, dont des enfants, ont été présentées comme étant des partisans de l'EIL et ont été arrêtées¹¹, poursuivies, incarcérées et torturées par les forces irakiennes et du GRK¹². Human Rights Watch a répertorié «une série d'acteurs qui contrôlent et détiennent des personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL», notamment:

- l'armée et les services de renseignements militaires;
- le service de lutte antiterrorisme;
- le service de sécurité nationale;
- la division d'intervention rapide;
- la police fédérale;
- les services de renseignement du ministère de l'intérieur;
- les Forces de mobilisation populaire;
- les *Asayish* (forces de sécurité du GRK) et les *Peshmerga* (forces militaires du GRK)¹³.

Les forces irakiennes et les forces du GRK ont contrôlé des milliers d'individus fuyant des zones occupées par l'EIL en vue de déceler une appartenance à l'EIL sur la base de critères généraux tels qu'être un homme ou un garçon en âge de se battre¹⁴, avoir des liens familiaux avec des membres présumés de l'EIL¹⁵ et porter un nom similaire à celui d'une personne faisant partie d'une liste d'individus recherchés pour soupçon d'appartenance à l'EIL¹⁶. D'autres facteurs comprennent

⁶ EASO, Iraq: Targeting of Individuals, March 2019, [url](#), see sections: 1.2 Sunni perceived to be ISIL collaborators or sympathisers (1.2.1 Prosecution of ISIL suspects; 1.2.2 Retaliatory violence; 1.2.3 Targeting by KRG Forces); 1.5 Members of tribes with (perceived) affiliation with ISIL

⁷ EASO, Iraq: Targeting of Individuals, March 2019, [url](#), see sections: 1.2.1 Prosecution of ISIL suspects; HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#)

⁸ HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#)

⁹ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 14

¹⁰ EASO, Iraq: Targeting of Individuals, March 2019, [url](#), sections: 1.4 family members of actual or perceived ISIL members; 1.5 Members of tribes with (perceived) affiliation with ISIL; 3.5.6 Sexual violence

¹¹ AP, Iraq holding more than 19,000 because of IS, militant ties, 22 March 2018, [url](#)

¹² HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), pp. 4, 14

¹³ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 13, fn 24

¹⁴ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019 [url](#), p.7

¹⁵ HRW, Iraq: Military Enter Camp, Occupy School for 'Screening', July 18, 2019, [url](#)

¹⁶ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, , November 2019 [url](#), p. 7

l'appartenance présumée à une tribu réputée avoir apporté un soutien à l'EIL¹⁷ ainsi que le fait qu'une personne réside et/ou ait fui une zone anciennement occupée par l'EIL¹⁸. Des cas de « stigmatisation largement répandue de tribus ou de communautés entières pour avoir survécu au régime de l'EIL » ont été rapportés¹⁹. De même, une étude menée en 2018 par l'Université des Nations unies et l'Institut pour les Transitions Intégrées sur les expériences d'Irakiens ayant vécu sous le régime de l'EIL, publiée en 2018, a révélé que l'approche du gouvernement irakien à l'égard des personnes qu'il associait à l'EIL était « généralement perçue par les sunnites comme punissant collectivement les civils sunnites » pour avoir résider dans un territoire anciennement occupé par l'EIL²⁰.

Ce chapitre étudie le traitement par les acteurs étatiques, tels que les forces de sécurité et les institutions juridictionnelles, d'Irakiens soupçonnés d'être affiliés à l'EIL.

Pour une analyse approfondie de ces sujets couvrant les années 2014 – 2018, voir le rapport d'information sur les pays d'origine [Iraq: Individus pris pour cibles](#), publié en mars 2019.²¹

1.1 Arrestations, disparitions forcées, poursuites, traitement en détention

1.1.1 Arrestations et disparitions forcées

Human Rights Watch a indiqué dans son rapport annuel sur l'Iraq couvrant l'année 2019 que les forces irakiennes auraient continué à détenir « arbitrairement » et « régulièrement » des personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL, « beaucoup pendant des mois, sans décision de justice ni mandat d'arrêt et souvent sans que l'arrestation ne soit étayée »²². Human Rights Watch a également observé des violations systématiques des droits de la défense pour les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL, adultes comme enfants²³, notamment le droit de voir un juge dans les 24 heures, d'avoir accès à un avocat pendant les interrogatoires²⁴, de faire informer leurs familles de leur situation²⁵ et de pouvoir communiquer avec celles-ci²⁶. Human Rights Watch a écrit qu'il « n'a pas connaissance, depuis 2016, d'un seul cas dans lequel les autorités du GRK aient directement informé un membre de la famille d'un suspect que celui-ci se trouvait en garde à vue »²⁷. Dans son rapport 2019 sur la traite des personnes, le département d'État américain (USDOS) a déclaré que les autorités tant irakiennes que de la RKI « ont continué à détenir et à poursuivre, sans représentation légale, des enfants soupçonnés d'être affiliés à l'EIL — dont certains avaient été victimes de recrutement forcé et d'exploitation — et à recourir à des techniques d'interrogatoire abusives et à la torture pour extorquer des aveux aux enfants »²⁸.

¹⁷ Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), p. 17; IOM, WEST MOSUL PERCEPTIONS ON RETURN AND REINTEGRATION AMONG STAYEES, IDPS AND RETURNEES, June 2019, [url](#), p. 34

¹⁸ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), p. 8

¹⁹ InterAction, Moving Forward Together, Leaving No One Behind: From Stigmatization to Social Cohesion in Post-Conflict Iraq, October 2018, [url](#), p. 3

²⁰ Revkin, M. R., The Limits of Punishment: Transitional Justice and Violent Extremism – Iraq Case Study, May 2018, [url](#), p. 27

²¹ EASO, Iraq: Targeting of Individuals, March 2019, [url](#), sections: 1.2 Sunni perceived to be ISIL collaborators or sympathisers (1.2.1 Prosecution of ISIL suspects; 1.2.2 Retaliatory violence; 1.2.3 Targeting by KRG Forces) 1.4 family members of actual or perceived ISIL members; 1.5 Members of tribes with (perceived) affiliation with ISIL; 3.5.6 Sexual violence

²² HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#)

²³ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 17

²⁴ UN OHCHR, Iraq: UN expert says prosecution of ISIL leadership must be fair and thorough, 4 April 2019, [url](#)

²⁵ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 33

²⁶ HRW, World Report for 2019 : Iraq, 14 January 2020, [url](#)

²⁷ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 33

²⁸ USDOS, 2019 Trafficking in Persons Report - Iraq, June 2019, [url](#)

Citant un article du New Yorker, Human Rights Watch a indiqué que, concernant les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL, «selon de hauts responsables des services de renseignement irakiens, les listes de suspects se seraient allongées jusqu'à contenir environ 100 000 noms²⁹.» Human Rights Watch a ajouté que ce nombre comprenait des personnes soupçonnées d'être impliquées, de près ou de loin, dans l'EIL, notamment à des fonctions auxiliaires telles que chauffeur ou cuisinier³⁰, ou qui ne partageaient aucun lien direct avec l'EIL, si ce n'est que des membres de leur famille y étaient affiliés ou que des membres de leur communauté fournissaient des informations sur des personnes, souvent fondées uniquement sur des «griefs personnels ou locaux» ou «obtenues par des aveux forcés sous la torture»³¹. Un haut responsable des services de renseignement irakiens a déclaré à Human Rights Watch que «des milliers de personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL avaient été arrêtées sur la base d'informations erronées ou parce que leurs noms avaient été signalés à tort³².» Human Rights Watch a également enregistré des cas dans lesquels des personnes avaient été arrêtées parce qu'elles portaient le même nom que des suspects de l'EIL ou que leurs noms étaient similaires³³. La même source a rapporté que «des autorités [...] avaient détenu des adultes et des enfants qui n'avaient qu'un lien minime, voire aucune relation, avec l'EIL³⁴.» Dans un rapport publié le 5 mars 2020, OXFAM a déclaré que dans le gouvernorat de Diyala, sur cinq des dix endroits étudiés³⁵, «des PDIPP sondées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps ont indiqué que les groupes armés étatiques procédaient à des arrestations sur la base de leurs listes de personnes recherchées, donnant lieu à des identifications illégales et au placement en détention de garçons et d'hommes étrangers à l'EIL». Il a également été rapporté que des groupes armés demandaient des rançons aux familles des détenus³⁶.

En outre, Amnesty International a observé que la localisation de milliers d'hommes et de garçons enlevés entre 2014 et 2018 par les FSI, soutenues par les Unités de mobilisation populaire (UMP) ou par les forces du GRK³⁷ lorsqu'ils fuyaient les régions occupées par l'EIL, est inconnue depuis le mois de février 2020³⁸. D'autres «peuvent avoir fait l'objet d'une exécution extrajudiciaire [ou] avoir intégré un vaste réseau de centres de détention officiels et officieux où ils sont chaque jour soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements»³⁹ en vue de les forcer à avouer leur appartenance à l'EIL⁴⁰.

Selon le rapport annuel 2019 sur l'Iraq d'Amnesty International, des Irakiens déplacés soupçonnés d'appartenir à l'EIL ont «fait l'objet de disparitions forcées à la suite d'une arrestation» par les autorités irakiennes aux points de contrôle, dans des camps et lors de leur retour dans leur région d'origine, dont beaucoup se situaient dans les anciens bastions de l'EIL⁴¹. Dans son Rapport

²⁹ HRW quoted as a reference an article from the New Yorker, however, the exact source of the figure 100 000 within the article is not clear. HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 13; see also: New Yorker (The), Iraq's Post-ISIL Campaign of Revenge, 23 December 2018, [url](#)

³⁰ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 3

³¹ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), pp. 3, 14.

³² HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 14; see also Al Jazeera, Iraq government employees face prosecution for working under ISIL, 9 July 2019, [url](#)

³³ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 14

³⁴ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 14

³⁵ L'étude d'OXFAM a été réalisée en 23 endroits de Diyala et de Kirkouk, et ciblait des PDIPP/personnes rapatriées/communautés d'accueil afin de comprendre «les menaces pesant sur la protection» dans ces régions. OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, 5 mars 2020, [url](#), p. 11

³⁶ OXFAM, Protection Landscapes in Diyala and Kirkuk, Iraq, 5 March 2020, [url](#), pp. 11, 17

³⁷ HRW, Kurdistan Region of Iraq: 350 Prisoners 'Disappeared', 21 December 2017, [url](#); UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 9

³⁸ AI, Iraq 2019, 18 February 2020, [url](#)

³⁹ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), p. 7

⁴⁰ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), p. 7

⁴¹ AI, Iraq 2019, 18 February 2020, [url](#)

mondial 2020 sur l'Iraq, Human Rights Watch a également rapporté que des suspects de l'EIL étaient arbitrairement détenus et poursuivis⁴².

1.1.2 Poursuites et procès équitable

Selon une analyse de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (UNAMI), le système judiciaire irakien a jugé plus de 20 000 affaires liées au terrorisme entre janvier 2018 et octobre 2019, dont des milliers étaient encore en suspens en janvier 2020. Le rapport de l'UNAMI a établi que «compte tenu de la lourde charge de travail que représentent les poursuites liées à l'EIL, la part des procédures judiciaires bien organisées était notable».⁴³ Cependant, des observateurs ont également qualifié certaines procédures judiciaires concernant des suspects de l'EIL, notamment des enfants⁴⁴, en Iraq «d'inférieures aux normes en matière de procès équitable»⁴⁵. Human Rights Watch a décrit les procédures relatives aux suspects irakiens de l'EIL comme «foncièrement inéquitables et truffées de violations au droit à un procès équitable», «injustes» et ne répondant «même pas aux critères les plus élémentaires qui caractérisent un procès équitable»⁴⁶. De même, l'ONG PAX a déclaré, en octobre 2019, dans une note de politique sur les procès de l'EIL, qu'au titre de la législation antiterroriste, des milliers de membres présumés de l'EIL ont été condamnés soit à la peine de mort, soit à de longues peines de prison, en soulignant que ces procédures «respectaient rarement les normes d'équité de base»⁴⁷.

Human Rights Watch a fait état de procès sommaires de suspects de l'EIL ne durant pas plus de cinq minutes⁴⁸. L'UNAMI a exprimé «de graves préoccupations quant au non-respect des normes élémentaires d'un procès équitable dans les procès liés au terrorisme»⁴⁹. Certains des principaux sujets de préoccupation relatés par les observateurs de Human Rights Watch concernant les poursuites en justice de suspects de l'EIL en Iraq portent sur la confiance excessive accordée à des informateurs anonymes et aux rapports des services de renseignement ou de sécurité⁵⁰. Un excès de confiance dans les aveux a également été relevé, notamment en raison de fréquentes allégations de torture ou de mauvais traitements, qui n'ont pas semblé être suffisamment prises en considération par les tribunaux⁵¹. Les préoccupations semblaient également porter sur les poursuites excessivement fréquentes⁵² de suspects de l'EIL pour association avec, ou appartenance à, une organisation

⁴² HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#)

⁴³ Les observations de la MANUI s'appuient sur le suivi de 794 audiences pénales dans les gouvernorats d'Anbar, de Bagdad, de Bassorah, de Dhi Qar, de Dohuk, d'Erbil, de Kirkouk, de Ninive et de Wassit impliquant des hommes, des femmes et des enfants répondant de chefs d'accusation relevant de la législation antiterroriste irakienne; UNAMI/OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, janvier 2020, [url](#), p. iv.

⁴⁴ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 4

⁴⁵ UNAMI/OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), p. 13; AI, Iraq 2019, 18 February 2020, [url](#); HRW, ISIS Suspect Transfers to Iraq Replete with Risks, 1 November 2019, [url](#)

⁴⁶ HRW, ISIS Suspect Transfers to Iraq Replete with Risks, 1 November 2019, [url](#)

⁴⁷ PAX, ISIS-only tribunal: selective, politicised justice will do more harm than good, 31 October 2019, [url](#), p. 2

⁴⁸ HRW, Transfer of ISIS Suspects, Including Foreigners, to Iraq Raises Torture Concerns, 4 March 2019, [url](#)

⁴⁹ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), p. 13

⁵⁰ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), pp. 6-8. See also, AI, Iraq 2019, 18 February 2020, [url](#); HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), pp. 19, 27

⁵¹ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), pp. 8-9. See also, AI, Iraq 2019, 18 February 2020, [url](#); HRW, World Report for 2019: Iraq , 14 January 2020, [url](#)

⁵² HRW, World Report for 2019: Iraq, 14 January 2020, [url](#); UNAMI/OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath

terroriste⁵³ au titre de la loi fédérale antiterroriste⁵⁴. Par exemple, «dans une affaire portée devant le tribunal antiterroriste de Ninive au début du mois de janvier, un infirmier a été poursuivi en vertu de la loi parce qu'il avait soigné des membres de l'EIL après que ce dernier eut pris le contrôle de la région⁵⁵.» L'UNAMI a décrit deux audiences durant lesquelles «un prévenu a été condamné à huit ans d'emprisonnement pour avoir prodigué des soins de physiothérapie à des membres de l'EIL blessés à Erbil, et un autre à la réclusion à perpétuité à Mossoul, pour avoir fourni des services médicaux, en sa qualité de pharmacien, à des membres blessés de l'EIL⁵⁶.» Une autre problématique mise en lumière par l'UNAMI et l'OHCHR résidait dans l'inefficacité de la représentation légale, notamment le manque de temps et de moyens mis à la disposition des avocats commis d'office pour préparer la défense⁵⁷. Dans le GRK, des enfants soupçonnés d'être affiliés à l'EIL interrogés par HRW ont également déclaré que leurs audiences s'étaient déroulées en kurde, langue qu'ils ne parlaient pas⁵⁸. Néanmoins, un rapport de Human Rights Watch publié le 13 mars 2019 faisait état d'améliorations dans le fonctionnement du tribunal antiterroriste de Tal Keyf, dans le gouvernorat de Ninive, notant un «changement significatif dans la façon dont les poursuites sont engagées». Ce changement résidait notamment dans le fait «d'exiger un niveau de preuve plus élevé pour détenir et poursuivre des suspects, de réduire au minimum le recours du tribunal aux seuls aveux, aux listes de personnes recherchées erronées et aux allégations non fondées.» Selon le président de la cour d'investigation, cité dans le rapport, la cour a traité 9 000 affaires en 2018, «parmi lesquelles 2 036 ont été abandonnées; 3 162 font toujours l'objet d'une enquête; 2 827 ont été déférées dont 561 concernaient des enfants et 975 ont été transférées à d'autres tribunaux parce que les affaires n'étaient pas liées à des accusations de terrorisme». En outre, le rapport a établi que le 4 février 2019, Human Rights Watch a assisté à un procès devant la cour et «a constaté que des juges appliquaient les nouvelles règles», ajoutant que «certains éléments portent à croire que ces normes renforcées en matière de preuve sont mises en œuvre ailleurs aussi⁵⁹. Selon un exemple, le 31 mars 2020, Shafaq News a rapporté que le tribunal antiterroriste de Ninive avait relâché 50 détenus pour preuves insuffisantes.⁶⁰

Selon l'UNAMI et l'OHCHR, «la loi antiterroriste de la RKI prévoit des peines correspondant à différents actes de terrorisme, allant de la peine de mort et de la réclusion à perpétuité à une peine d'emprisonnement de moins de 15 ans. En revanche, la loi fédérale antiterroriste impose la peine de mort à toute personne ayant commis l'un des actes de terrorisme décrits dans la loi. Quiconque incite, planifie, finance ou aide des terroristes encourt la même peine que l'auteur principal des actes de terrorisme définis par la loi⁶¹.» Selon des rapports, la peine de mort⁶² continue d'être prononcée à la

of ISIL, January 2020, [url](#), pp. 9-11; HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), pp. 46, 47.

⁵³ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), p. 11

⁵⁴ Iraqi Parliament, Iraq Anti-Terrorism Law (Law No. 13 of 2005), 7 November 2005, [url](#); On KRG's legislation, see Kurdistan Parliament, Law No. 3 (2006) An act for anti-terrorism in the Kurdistan Region – Iraq, [url](#)

⁵⁵ HRW, Iraq: Key Courts Improve ISIS Trial Procedures, But Changes Needed in Laws, Response to Torture, Other Courts, 13 March 2019, [url](#)

⁵⁶ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), p. 11

⁵⁷ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), pp. iv, 6-7

⁵⁸ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 5

⁵⁹ HRW, Iraq: Key Courts Improve ISIS Trial Procedures, 13 March 2019, [url](#)

⁶⁰ Shafaq News, العراق يخلي سبيل 50 موقوفاً وفق المادة 4/1 م 4/1 ارباب "لعدم كفاية الأدلة" [Iraq Releases 50 Persons Detained on the Basis of Art. 1/4 Terrorism "for Insufficient Evidence"], 31 March 2020, [url](#)

⁶¹ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), pp. v, 4, 10.; Iraqi Parliament, Iraq Anti-Terrorism Law (Law No. 13 of 2005), 7 November 2005, [url](#)

⁶² UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), pp. v, 4, 10.; Iraqi Parliament, Iraq Anti-Terrorism Law (Law No. 13 of 2005), 7 November 2005, [url](#)

suite de procès inéquitables dans le cadre d'audiences liées au terrorisme dans des tribunaux fédéraux⁶³. Selon l'UNAMI, les tribunaux du Kurdistan ont moins fréquemment condamné à mort des prévenus de l'EIL que les tribunaux fédéraux du centre de l'Iraq. Sur 186 audiences de jugement observées l'UNAMI dans la RKI, seule une condamnation à mort a été prononcée. Sur les 317 audiences de jugement liées au terrorisme devant des tribunaux fédéraux examinées par la l'UNAMI, des juges ont appliqué la peine de mort dans 100 cas pour 105 prévenus, ce qui représente un pourcentage de 31,5 %.⁶⁴ En juin 2020, une source non nommée de la sécurité irakienne citée par RT Arabic, a déclaré que plus de 3 000 membres présumés de l'EIL condamnés à la peine de mort des mois auparavant étaient toujours en prison car les peines n'avaient pas été exécutées. Cette source a ajouté que certains parmi ces 3 000 membres de l'EIL avaient été remis aux autorités irakiennes par les Forces démocratiques de Syrie en Syrie⁶⁵. Par ailleurs, les tribunaux irakiens ont condamné des enfants soupçonnés d'être affiliés à l'EIL à des peines plus longues – estimées entre cinq et 15 ans – que les tribunaux de la RKI⁶⁶. Les enfants qui avaient été reconnus coupables dans des infrastructures de la RKI, interrogés par Human Rights Watch, avaient été condamnés à six à neuf mois d'emprisonnement⁶⁷. Selon la même source, la RKI affirme que les peines prononcées allaient d'un mois à cinq ans⁶⁸. L'UNAMI a également fait état d'un manque de cohérence ou de clarté quant à la base sur laquelle reposaient les décisions de condamnation, lorsque des procès portant sur des faits similaires présentés lors des audiences ont abouti à des condamnations différentes, allant de la peine de mort et de la réclusion à perpétuité à des peines d'emprisonnement moins lourdes ou, dans certains cas, à l'acquittement⁶⁹.

Raed al-Maslah, le président de la cour d'investigation de Ninive, a constaté des améliorations au niveau des normes de procès équitable au sein du tribunal antiterroriste du gouvernorat et des signes de renforcement des normes en matière de preuve dans le cadre de la détention et de la poursuite de suspects. Une autre source a déclaré que certains progrès étaient également observés ailleurs en Iraq, notamment au tribunal de Karkh, à Bagdad, et à Diyala. Human Rights Watch a écrit que «conformément aux nouvelles procédures, toute personne arrêtée comparaitra généralement devant un juge d'instruction dans les 48 heures. Si le prévenu clame son innocence, des agents des services de renseignement consulteront le chef de la communauté locale en cause ainsi que deux voisins afin d'évaluer la crédibilité des accusations. Si la personne est disculpée, notamment par le témoignage d'un témoin, le tribunal émet un avis visant à rayer le nom du prévenu des listes de personnes recherchées dans tout le pays, réduisant la probabilité de nouvelles arrestations.» Toutefois, Human Rights Watch a rapporté que ces pratiques n'étaient pas appliquées avec constance à travers l'Iraq, des cas de torture, d'aveux sous la contrainte et de morts en garde à vue étant toujours rapportés⁷⁰.

1.1.3 Traitement en détention

Tout au long de l'année 2019, des observateurs des droits de l'homme ont continué à faire état de cas de torture et de mauvais traitements de la part des autorités irakiennes et du GRK, en particulier sur

⁶³ AI, Iraq 2019, 18 February 2020, [url](#); UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), p. 12; HRW, World Report for 2019: Iraq, 14 January 2020, [url](#)

⁶⁴ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), p. 12

⁶⁵ RT, «أكثر من 3 آلاف عنصر من "داعش" حكموا بالإعدام ولم تنفذ بهم العقوبة» [Iraqi Source to RT: More than 3 000 'Da'esh' Members Were Sentenced to Death but the Sentence Was not Carried out], 1 June 2020, [url](#)

⁶⁶ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 19

⁶⁷ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 29

⁶⁸ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 29

⁶⁹ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), pp. 10-11

⁷⁰ HRW, Iraq: Key Courts Improve ISIS Trial Procedures, But Changes Needed in Laws, Response to Torture, Other Courts, 13 March 2019, [url](#)

des détenus arrêtés pour suspicion d'appartenance à l'EIL⁷¹. Human Rights Watch et Amnesty International ont qualifié le recours à la torture de suspects de l'EIL, dont des enfants, dans tout l'Iraq tout le long de l'année 2019 de «répandu».⁷² Selon l'ONU, les enfants soupçonnés d'être affiliés à l'EIL sont considérés comme «exposés à un risque accru de violence, notamment de violences sexuelles, d'abus, d'exploitation et de négligence» en détention⁷³. À titre d'exemple, dans l'établissement pénitentiaire pour femmes et enfants d'Erbil dans la RKI, malgré des conditions de détention prétendument meilleures que dans d'autres établissements, Human Rights Watch a exprimé «de graves préoccupations», en particulier en raison de «passages à tabac et de violence verbale» et de «menaces de mort» de certains gardes à l'attention d'enfants détenus⁷⁴. Des cas de torture ont continué d'être signalés en 2020 par plusieurs sources: le canal d'information en langue arabe, Elaph, a rapporté que le parti irakien Salvation Development Front avait accusé le gouvernement d'avoir torturé près de 15 000 prisonniers, notamment des membres de l'EIL, dans la prison de Al-Hout à Al-Nasiriyya, dans le gouvernorat de Thi Qar, et, affirmant que les morts se comptaient par dizaines depuis le début de 2020, il avait appelé le gouvernement à enquêter sur les violations des droits de l'homme⁷⁵. Dans une entrevue accordée en 2020 à l'organisation Prison Insider qui vise à sensibiliser aux conditions d'emprisonnement, Agnès Callamard, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Iraq, a affirmé que «les détenus sont presque, sans exception, victimes de torture ou de mauvais traitements de la part des autorités» pendant leur détention en vue de leur extorquer des aveux⁷⁶.

À la fin de l'année 2018, environ 1 500 enfants étaient incarcérés parce qu'ils étaient soupçonnés d'être affiliés à l'EIL par les forces irakiennes et du GRK, parmi lesquels au moins 150 enfants étrangers⁷⁷. Selon le Secrétaire général des Nations unies, depuis le mois de juin 2019, «au moins 778 enfants (743 garçons et 35 filles), dont la plupart ont entre 15 et 18 ans mais dont certains sont âgés de moins de dix ans, sont détenus sur la base d'accusations liées à la sécurité nationale, que ce soit en détention préventive ou après jugement»⁷⁸.

Human Rights Watch a déclaré que, dans le gouvernorat de Ninive, des prisonniers, notamment des femmes et des enfants, sont détenus dans des établissements «extrêmement» surpeuplés⁷⁹, «pendant des périodes prolongées dans des conditions si dégradantes qu'elles équivalent à des mauvais traitements»⁷⁹. En 2019, Belkis Wille de Human Rights Watch a mis en lumière les «conditions horribles dans les prisons abritant des suspects de l'EIL dans le gouvernorat de Ninive, notamment les établissements de détention préventive de Tal Kayf, de Faisaliya et de Tasfirat»⁸⁰. Parmi les 4 500 détenus, 1 300 ont été jugés mais n'ont pas été transférés dans des prisons et certains sont restés «dans un établissement surpeuplé jusqu'à six mois après leur condamnation». Des membres du Parlement et le gouverneur adjoint de Mossoul cités par Human Rights Watch, ont qualifié des prisons situées près de Mossoul de «catastrophes humanitaires»⁸¹. En outre, Human Rights Watch a

⁷¹ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), pp. 8-9; HRW, World Report for 2019: Iraq, 14 January 2020, [url](#); AI, Iraq 2019, 18 February 2020, [url](#)

⁷² HRW, World Report for 2019: Iraq, 14 January 2020, [url](#); AI, Iraq 2019, 18 February 2020, [url](#)

⁷³ UN Security Council, Children and armed conflict in Iraq, 23 December 2019, [url](#), para. 42

⁷⁴ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), pp. 5,29

⁷⁵ Elaph, اتهام السلطات العراقية بتعذيب معتقلين حتى القتل دعت المنظمات الحقوقية إلى التحقيق بوفاة العشرات [Human Rights Organisations Called to Investigate Dozens of Deaths: Iraqi Authorities Accused of Killing Detainees under Torture], 17 April 2020, [url](#)

⁷⁶ Prison Insider, "Parodies of justice" in Iraq, 21 January 2020, [url](#)

⁷⁷ En outre, selon HRW, en 2017, «80 % [d'entre eux] étaient détenus par les autorités fédérales irakiennes, et le reste était aux mains du GRK.» HRW, Iraq: ISIS Child Suspects Arbitrarily Arrested, Tortured Children Should Be Rehabilitated, Reintegrated, 6 March 2019, [url](#)

⁷⁸ UN Security Council, Children and armed conflict in Iraq, 23 December 2019, [url](#), pp. 8,9

⁷⁹ HRW, Iraq: Thousands Detained, Including Children, in Degrading Conditions, Three Nineveh Jails Way Over Capacity, 4 July 2019, [url](#)

⁸⁰ HRW, Iraq: Thousands Detained, Including Children, in Degrading Conditions, 4 July 2019, [url](#)

⁸¹ HRW, Iraq Authorities Acknowledge Horrific Prison Overcrowding, 5 August 2019, [url](#)

déclaré que dans l'Iraq fédéral, des enfants soupçonnés d'être affiliés à l'EIL sont parfois détenus avec des adultes, n'ont pas accès à l'éducation et se voient refuser tout contact avec leur famille⁸². De plus amples informations sur l'accès à l'éducation sont fournies dans la [section 2.3](#).

1.1.4 Après la détention

L'UNOCHA a fait observer que de nombreuses PDIPP n'avaient pas l'intention de retourner dans leur région d'origine à court terme pour un large éventail de raisons, notamment la destruction des moyens de subsistance, l'absence de services de base, de sécurité et la crainte de faire l'objet d'une nouvelle arrestation; les personnes soupçonnées d'être affiliées à l'EIL semblent particulièrement rencontrer des difficultés à obtenir des autorisations de sécurité⁸³. Human Rights Watch a constaté que des enfants qui ont purgé une peine dans la RKI craignent d'être une nouvelle fois arrêtés s'ils retournaient dans des zones contrôlées par Bagdad, en raison d'un manque de coordination entre les systèmes judiciaires⁸⁴. La peur de nouvelles arrestations, notamment, la stigmatisation à long terme et les craintes de représailles, ont poussé les enfants interrogés par Human Rights Watch à croire qu'«une fois libérés, leurs seules options consisteraient à vivre dans un camp ou à quitter l'Iraq»⁸⁵. La même source a déclaré que les politiques irakiennes et du GRK en matière de détention et de poursuites fondées sur l'appartenance à l'EIL, ont «des conséquences négatives graves» sur les enfants, notamment en raison «de la séparation familiale, du déplacement et des défis quasiment insurmontables sur le plan de la réinsertion sociale».⁸⁶ Pour de plus amples informations concernant les familles soupçonnées d'être affiliées à l'EIL, consulter le [chapitre 2](#).

⁸² HRW, Iraq: ISIS Child Suspects Arbitrarily Arrested, Tortured Children Should Be Rehabilitated, Reintegrated, 6 March 2019, [url](#)

⁸³ UNOCHA, Humanitarian Response Plan - Iraq, January 2020, [url](#), p. 99

⁸⁴ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), pp. 2, 38

⁸⁵ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 40

⁸⁶ HRW, Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, [url](#), p. 38

2. Traitement des membres de familles d'affiliés à l'EIL ou de partisans présumés de ce dernier

Depuis juin 2020, la grille de contrôle des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que 1 381 332 personnes sont toujours déplacées à l'intérieur de l'Iraq, tandis que plus de 4,7 millions d'Irakiens sont retournés dans leur région d'origine⁸⁷. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), parmi les personnes toujours déplacées, 70 % le sont depuis plus de trois ans⁸⁸. Human Rights Watch a décrit les familles de PDIPP comme «particulièrement vulnérables aux abus» en raison de menaces de conditions de retour dangereuses, de mines terrestres et d'attaques en représailles⁸⁹. Les personnes «soupçonnées d'être affiliées à des groupes extrémistes», figurant «parmi les plus vulnérables», sont particulièrement «confrontées à la stigmatisation et à la discrimination, ont grandement besoin de protection»⁹⁰ et «courent un risque accru de se voir privées de leurs droits fondamentaux»⁹¹. Les familles soupçonnées d'être affiliées à l'EIL «font l'objet de punitions collectives», notamment de pillages, de destructions de propriétés et de déplacements, ce qui renforce les préoccupations d'ONG et de l'UNAMI quant à la «marginalisation et aux punitions» de ces familles, notamment en ce qui concerne les ménages gérés par des femmes qui reçoivent peu d'aide et qui ont souvent signalé avoir été harcelées par le personnel de sécurité en raison de leur «vulnérabilité perceptible»⁹².

Les PDIPP et les personnes rapatriées soupçonnées d'être affiliées à l'EIL sont également exposées à un risque d'actes de représailles et de fausses accusations par les tribus en vertu de «principes de droit tribaux de responsabilité collective qui autorisent à tenir les proches de membres de l'EIL pour responsables de crimes qu'ils n'ont pas personnellement commis»⁹³. Le département d'État américain a également rapporté que «des pactes tribaux exigeaient que les fausses accusations d'appartenance à l'EIL soient punies»⁹⁴. Dans un article sur la justice tribale rédigé en 2019, l'analyste spécialiste de l'Iraq Haley Bobseine a décrit le rôle des tribus dans l'environnement post-EIL. Elle explique que les tribus jouent un rôle actif dans la médiation de différends post-EIL, notant que «les tribus jouent un rôle important dans l'administration de la justice tribale pour les membres de la famille et les partisans de l'État islamique — résolvant souvent des problèmes pour lesquels l'État est mal équipé ou peu disposé à traiter.» La justice informelle tribale peut négocier des accords pour empêcher des attaques en représailles et apaiser des tensions communautaires; cependant, elle ajoute que «les tribus sont un élément essentiel pour faciliter — et parfois bloquer — le retour de plus de 1,5 million de PDIPP»⁹⁵. En mars 2020, l'OIM a fait observer que des communautés avaient adopté des mécanismes de justice tribale pour traiter la problématique des personnes rapatriées soupçonnées d'être affiliées à l'EIL,

⁸⁷ IOM, Iraq Displacement Tracking Matrix, n.d., [url](#)

⁸⁸ UN OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

⁸⁹ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

⁹⁰ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview - Iraq 2020, 17 December, [url](#), p. 5; See also: Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), p. 16

⁹¹ USDOS, 2019 Country Reports on Human Rights Practices: Iraq, [url](#), p. 33

⁹² CIVIC, 'WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US' Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), pp. 23, 24

⁹³ IOM, WEST MOSUL PERCEPTIONS ON RETURN AND REINTEGRATION AMONG STAYEES, IDPS AND RETURNEES, June 2019, [url](#), p. 41

⁹⁴ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2019 – Iraq, March 2020, [url](#), p. 33

⁹⁵ Bobseine, H., Tribal Justice in a Fragile Iraq, [url](#), 7 November 2019, p. 2

lesquels incluent le désaveu (la pratique la plus fréquente par laquelle des PDIPP dénoncent et nient leur appartenance à l'EIIL); la dénonciation (par laquelle des personnes accusent officiellement un membre de leur famille d'être partisan de l'EIIL) et le retour dans une région voisine à proximité de la communauté d'origine «à titre temporaire jusqu'à l'achèvement de la médiation tribale entre les familles des victimes et les familles des auteurs présumés». La source avait ajouté que dans certains cas, des proches des victimes de la communauté locale pouvaient soumettre une plainte auprès des forces de sécurité pour s'opposer au retour de PDIPP. Les forces de sécurité informent les chefs de communauté qu'elles ne seront pas en mesure de garantir la sécurité des personnes rapatriées concernées. Si la famille de la personne rapatriée connaît des déplacements secondaires, la médiation tribale peut commencer «dès que l'affaire est réglée (moyennant généralement le paiement du prix du sang) et les paiements nécessaires effectués; les PDIPP accusées peuvent rentrer et les victimes ne peuvent plus inciter à des violences à leur égard ni en perpétrer»⁹⁶. L'IOM a également constaté que «lorsque le retour de PDIPP soupçonnées d'être affiliées a été facilité par la communauté moyennant l'implication des chefs de communauté ... les retours se sont davantage maintenus dans la durée et les personnes rapatriées couraient un risque plus faible de déplacement secondaire que dans de plus grandes communautés au sein desquelles les relations communautaires sont moins étroites»⁹⁷.

En février 2020, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a qualifié des problèmes similaires de «très préoccupants» en insistant sur «la discrimination répandue» dont font l'objet ces familles. Elle explique que «n'étant pas les bienvenues dans les gouvernorats d'accueil ni dans leur région d'origine, ces familles sont prises au piège dans des camps depuis des années sans solution en vue»⁹⁸.

Selon Amnesty International, des membres de la famille de membres effectifs ou présumés de l'EIIL «sont restés déplacés dans des camps à travers l'Iraq – isolés, piégés et exploités»⁹⁹. Il est en outre rapporté que ces familles «ont été stigmatisées et punies pour des facteurs échappant à leur contrôle, notamment le fait d'être liées, même de loin, à des hommes qui étaient d'une manière ou d'une autre impliqués dans l'EI, ou d'avoir fui des régions considérées comme des bastions de l'EI». Elles ont fait l'objet de «graves violations des droits de l'homme et de punitions collectives», notamment des arrestations arbitraires, du harcèlement, des violences sexuelles et des déplacements forcés de la part des forces armées et des milices¹⁰⁰. Une fois étiquetées «familles liées à l'EIIL» («*Awa'il Dawaish*» en arabe), elles «perdent le soutien de leur famille élargie, de leur village ou de leur tribu»¹⁰¹. Un certain nombre de familles ont un accès limité ou, selon une source, se sont vu refuser une assistance de base, notamment l'accès à la nourriture et à des produits non alimentaires¹⁰², l'accès aux soins médicaux¹⁰³ ou psychologiques¹⁰⁴, aux documents d'état civil¹⁰⁵ et à une autorisation de sécurité, ce qui restreint gravement leur liberté de circulation¹⁰⁶. Des cas de pillages de propriétés appartenant à

⁹⁶ IOM Iraq, Managing Return in Anbar: Community Responses to the Return of IDPs with Perceived Affiliation, 26 March 2020, [url](#), p. 5, 14, 15

⁹⁷ IOM Iraq, Managing Return in Anbar: Community Responses to the Return of IDPs with Perceived Affiliation, 26 March 2020, [url](#), p. 9

⁹⁸ UN OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

⁹⁹ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), pp. 7,8

¹⁰⁰ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), pp. 4,7,8,10

¹⁰¹ CIVIC, "WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US" - Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), p. 26

¹⁰² CIVIC, "WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US" - Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), p. 26; UN Security Council, Children and armed conflict in Iraq, 23 December 2019, [url](#), p. 15

¹⁰³ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), pp. 7,8; UN Security Council, Children and armed conflict in Iraq, 23 December 2019, [url](#), p. 15

¹⁰⁴ UN Security Council, Children and armed conflict in Iraq, 23 December 2019, [url](#), p. 15

¹⁰⁵ AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), pp. 7,8

¹⁰⁶ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), pp. 17-20. For more information, see part 2.3 of this report 'Restricted access to civil documentation and security clearance.'

des «familles liées à l'EIL» par des UMP ont été signalés¹⁰⁷. Les enfants de ces familles font l'objet d'«actes d'une violence extrême»¹⁰⁸. Un certain nombre d'entre eux sont exposés au «risque de devenir apatrides»¹⁰⁹ en raison de l'absence de documents d'état civil et se voient refuser l'accès à l'éducation et à d'autres droits¹¹⁰.

Certaines «familles liées à l'EIL» présumées ont été forcées de rentrer chez elles «où elles risquent d'être victimes de mines terrestres, de représailles de la part de leurs voisins ou de recrutement forcé dans des groupes armés locaux»¹¹¹, tandis que d'autres sont empêchées de retourner dans leur région d'origine et sont «effectivement détenues dans des camps»¹¹². Selon Belkis Wille, une chercheuse irakienne de Human Rights Watch, les familles dites «liées à l'EIL» sont considérées comme des «parias» en Iraq.¹¹³

2.1 Abus et violence sexuels

Dans son aperçu des besoins humanitaires pour 2020, l'UNOCHA a fait observer que les violences sexistes sont «légion en Iraq, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des camps» et que les personnes présumées affiliées à l'EIL ont fait l'objet de pratiques discriminatoires, de restrictions, de harcèlement et de violence ainsi que d'exploitation sexuelles¹¹⁴. En février 2020, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a souligné que les femmes déplacées appartenant à des familles présumées affiliées à l'EIL, notamment des veuves, semblaient être la cible de violence et de harcèlement sexuels en représailles¹¹⁵. Cette observation a été corroborée par Amnesty International¹¹⁶ et Oxfam¹¹⁷. Oxfam, qui s'est concentré sur le gouvernorat de Diyala, a déclaré, au sujet de la prévention générale des risques pour les femmes déplacées, que les femmes élevant seules leurs enfants et les femmes divorcées sont «considérées comme exposées à un risque accru d'exploitation, d'abus et à la prostitution de survie», en particulier s'il s'agit de PDIPP¹¹⁸. Par ailleurs, Human Rights Watch et VOA ont désigné les camps de PDIPP de Mossoul comme des endroits où des abus sexuels étaient commis¹¹⁹.

¹⁰⁷ CIVIC, "WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US" - Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), p. 14

¹⁰⁸ UN Security Council, Children and armed conflict in Iraq, 23 December 2019, [url](#), p. 15

¹⁰⁹ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹¹⁰ UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), pp. 11-13; HRW, Human Rights Watch Submission to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW) of Iraq's periodic report for the 74th CEDAW Session, September 2019, [url](#), p. 4; HRW, Iraq: School Doors Barred to Many Children Affects Thousands Who Lived Under ISIS Rule, 28 August 2019, [url](#); HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#); NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 5; For more information, see part 2.3.1 Undocumented children born under ISIL and/or of ISIL fathers

¹¹¹ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹¹² HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹¹³ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹¹⁴ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview - Iraq 2020, November 2019 [url](#), p. 21; Examples of sexual violence in Ninewa, Kirkuk and Erbil governorates can be found in IOM, WEST MOSUL PERCEPTIONS ON RETURN AND REINTEGRATION AMONG STAYEES, IDPS AND RETURNEES, June 2019, [url](#), pp. 40, 33; and CIVIC, WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US' Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), pp. 26,27.; see also a report published in March 2020 by Oxfam 'Respondents indicated that sexual exploitation in the camp takes place systematically, at night, with IDP women and girls forced to have sex with men who come from outside the camp.' Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), pp. 25, 26

¹¹⁵ UN OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

¹¹⁶ AI, Iraq: The Condemned: Woman and Children Isolated, Trapped and Exploited in Iraq, 17 April 2018, [url](#)

¹¹⁷ Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), p. 23

¹¹⁸ Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), p. 23

¹¹⁹ VoA, Report: Iraqi Forces Sexually Abuse IS Female Relatives in Mosul, 17 February 2019, [url](#); HRW, Iraq: Military Enter Camp, Occupy School for 'Screening', July 18, 2019, [url](#)

Plusieurs organisations ont confirmé que parmi les auteurs de harcèlement sexuel, de viols et d'exploitation sexuelle de femmes présumées affiliées à l'EIIL, se trouvaient des acteurs armés, dont des membres des FSI et des UMP dans les camps de PDIPP, des administrateurs des camps, ainsi que d'autres personnes en position d'autorité¹²⁰. En juillet 2019, Human Rights Watch a renvoyé à des témoignages de résidents de camps à proximité de Mossoul faisant état d'exploitation sexuelle et de rapports sexuels forcés par les forces de sécurité. L'ONG a également exposé les craintes de violences sexuelles lors de contrôles exprimées par des femmes PDIPP¹²¹. Le Washington Post a fait état de personnes déplacées présumées affiliées à l'EIIL dans le camp de Khazir près d'Erbil en 2019, déclarant que les femmes qui avaient perdu leur mari étaient «les cibles de violences sexuelles par les miliciens, les gardiens du camp, ou de mariages forcés»¹²².

Dans un article publié en avril 2019 par FP, le fondateur du Mosul Eye et activiste, Omar Mohammed, a déclaré que «les hommes ont formé des réseaux de prostitution dans certains camps, forçant les femmes à se livrer à la prostitution. Les victimes subissent régulièrement des avortements pour remédier aux grossesses non désirées». Il a également expliqué qu'il existait un trafic organisé de femmes issues des camps et entre les camps¹²³. Plus tôt en 2019, un rapport journalistique¹²⁴, fortement critiqué par la Haute commission irakienne des droits de l'homme¹²⁵, rédigé par l'équipe d'enquête de Mossoul et le Network of Iraqi Reporters for Investigative Journalism, a fait observer que des «dizaines de femmes parentes de combattants de l'EIIL», notamment plusieurs mineures, vivant à l'intérieur et à l'extérieur de camps près de Mossoul, avaient fait l'objet de harcèlement et d'abus sexuels de la part des forces de sécurité. Selon un journaliste de Mossoul cité par le site de Voice of America, «il ne s'agit que de quelques cas parmi des centaines d'agressions commises à Mossoul et au sein des camps». Des cas de suicide «dus au traumatisme des abus» sont cités dans le rapport. Le journaliste et auteur du rapport, Dlovan Barwari, explique que «certaines maisons et tentes des camps de réfugiés sont transformées en maisons closes où ces femmes sont contraintes d'accepter l'exploitation sexuelle en échange de trois dollars (USD) ou d'un peu de nourriture», n'ayant «plus d'autre choix»¹²⁶. En réponse, la Haute commission irakienne des droits de l'homme a qualifié les conclusions du rapport de «fausses et contraires à la réalité sur le terrain». Dans un communiqué de presse, Fadel al-Gharawi, membre de la Commission, a déclaré que les camps de réfugiés qui accueillent les familles de l'EI sont supervisés par le ministère irakien des déplacements et des migrations et sont protégés par les forces de sécurité irakiennes. L'organisation aurait affirmé que «le Haut-Commissariat aux droits de l'homme dispose de commissions d'enquête, de surveillance et de suivi qui effectuent des visites occasionnelles dans ces camps. Ces commissions n'ont enregistré aucun cas de violation ni de plainte de femmes contre les forces chargées de la sécurité des camps»¹²⁷.

Il a été rapporté que les femmes présumées affiliées à l'EIIL adoptent des stratégies d'adaptation négatives, notamment la prostitution de survie et le mariage précoce¹²⁸. En outre, par peur des abus

¹²⁰ VoA, Report: Iraqi Forces Sexually Abuse IS Female Relatives in Mosul, 17 February 2019, [url](#); AI, IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), p. 8; HRW, Iraq: Military Enter Camp, Occupy School for 'Screening', July 18, 2019, [url](#); Washington Post (The), Iraq pressing to build isolation camp for Islamic State refugees, 2 May 2019, [url](#)

¹²¹ HRW, Iraq: Military Enter Camp, Occupy School for 'Screening', July 18, 2019, [url](#)

¹²² Washington Post (The), Iraq pressing to build isolation camp for Islamic State refugees, 2 May 2019, [url](#)

¹²³ FP, Among Displaced Iraqis, One Group Is Worse Off Than the Rest, 29 April 2019, [url](#)

¹²⁴ Iraqi Network for Investigative Journalism, [النساء في 'عوائل داعش' يدفعن الضريبة: اغتصاب ودعارة.. وجيل يهدد بتطرف جديد](#) [Women in ISIL Families pay the price: rape and prostitution... And a generation is again threatened by radicalization], March 2019, [url](#)

¹²⁵ VoA, Report: Iraqi Forces Sexually Abuse IS Female Relatives in Mosul, 17 February 2019, [url](#)

¹²⁶ VoA, Report: Iraqi Forces Sexually Abuse IS Female Relatives in Mosul, 17 February 2019, [url](#)

¹²⁷ VoA, Report: Iraqi Forces Sexually Abuse IS Female Relatives in Mosul, 17 February 2019, [url](#)

¹²⁸ Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), p. 26; UN OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

et du harcèlement sexuels, des femmes des camps de PDIPP à Kirkouk auraient déscolarisé des filles, limité leurs déplacements et leurs contacts avec la communauté d'accueil¹²⁹.

2.2 Retours forcés et entravés

Depuis le début de 2018 et tout au long de 2019, le gouvernement irakien a poussé les PDIPP à retourner dans leur région d'origine et a commencé à fermer les camps de PDIPP¹³⁰. Environ 2 000 PDIPP auraient été expulsées des camps par les autorités locales dans le seul gouvernorat de Ninive entre fin août et septembre 2019.¹³¹ Certaines familles, en particulier celles présumées affiliées à l'EIL, ont été forcées à retourner dans leur région d'origine malgré leurs préoccupations en matière de sécurité, tandis que d'autres n'ont pas été en mesure de rentrer dans leur région d'origine pour diverses raisons¹³², notamment des préoccupations liées aux arrestations arbitraires, mais aussi par crainte des représailles¹³³. Par exemple, Human Rights Watch a enregistré des attaques à la grenade visant des familles de PDIPP présumées affiliées à l'EIL dans plusieurs régions, ainsi que des manifestations organisées par les résidents d'un camp contre l'arrivée dans leur camp de familles présumées affiliées à l'EIL¹³⁴. Les familles présumées affiliées à l'EIL craignent également la présence dans leur région d'origine de munitions non explosées et d'engins explosifs improvisés¹³⁵. Parmi les autres raisons qui empêchent leur retour figurent les difficultés à obtenir une autorisation de sécurité¹³⁶, les dommages et la destruction de leur maison, l'absence de possibilités d'emploi, d'infrastructures de base et de services publics¹³⁷, le manque de ressources financières pour payer les compensations tribales ou de sang¹³⁸ et la confiscation de leurs biens par les forces ou milices locales, ce qui entraîne des craintes d'abus, d'arrestations, d'attaques et une absence de volonté de rentrer¹³⁹. En conséquence, un nombre indéterminé de personnes ont été déplacées vers d'autres camps¹⁴⁰. Selon un article d'Alexandra Saieh, conseillère en plaidoyer pour le NRC en Iraq, qui met l'accent sur les déplacements post-EIL, «les plus grands obstacles au retour sont le manque de soutien pour reconstruire les maisons et créer des emplois» pour la majorité des PDIPP en Iraq. Cependant, la source a noté que les PDIPP accusées d'être affiliées à l'EIL «sont punies pour des crimes qui auraient été commis par leurs proches, et que leurs anciens voisins, les chefs de communauté, les milices irrégulières ou les autorités de l'État elles-mêmes les empêchent de rentrer chez elles». ¹⁴¹ Toutefois, en juin 2020, REACH a fait observer que les principales raisons qui empêchaient le retour des PDIPP dans leur région d'origine dans le sous-district de Markaz Al-Baaj du gouvernorat de Ninive étaient la destruction/les dommages causés aux logements, le manque d'emplois et de services, la résistance des acteurs communautaires et/ou locaux, la présence d'emplois dans les régions de déplacement et une sécurité instable. En outre, 94 % des personnes interrogées «ont affirmé que les membres de la communauté se font confiance» et toutes les personnes interrogées «ont déclaré qu'aucun groupe de population spécifique n'est pas le bienvenu pour la majorité de la communauté dans la région».

¹²⁹ Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), pp. 23- 25

¹³⁰ HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#); HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹³¹ HRW, Iraq: Camps Expel Over 2,000 People Seen As ISIS-Linked, September 4, 2019, [url](#)

¹³² See for instance: HRW, Iraq: Camps Expel Over 2,000 People Seen As ISIS-Linked, September 4, 2019, [url](#)

¹³³ FP, Among Displaced Iraqis, One Group Is Worse Off Than the Rest, 29 April 2019, [url](#)

¹³⁴ HRW, Iraq: Camps Expel Over 2,000 People Seen As ISIS-Linked, September 4, 2019, [url](#)

¹³⁵ AI, IRAQ ; THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), p. 7

¹³⁶ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹³⁷ AI, IRAQ : THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, November 2019, [url](#), p. 7

¹³⁸ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#); IOM, WEST MOSUL PERCEPTIONS ON RETURN AND REINTEGRATION AMONG STAYEES, IDPS AND RETURNEES, June 2019, [url](#), p. 30

¹³⁹ NRC, Broken Home, Women's housing, land and property rights in post-conflict Iraq, May 2020, [url](#), p. 11; See also:

Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), p. 13

¹⁴⁰ AI, Iraq: Stop forced returns of hundreds of internally displaced people, 28 August 2019, [url](#); HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁴¹ Saieh, A, Ignoring Iraq's Most Vulnerable Displaced Families Undermines US Stabilization Agenda in Iraq, 18 August 2020, [url](#)

Aucun cas de représailles n'a été signalé dans la zone de retour¹⁴². Enfin, en ce qui concerne le sous-district d'Al-Rummaneh d'Anbar, dont le sous-district a été occupé par l'EIL en 2014, forçant plus de 2 500 familles à fuir, l'évaluation de REACH de juin 2020 a montré que la plupart des familles étaient revenues. Sur les quelque 700 familles qui ne sont pas revenues, les principales raisons de l'échec des retours étaient la destruction/les dommages causés aux logements, l'absence d'emplois, la résistance de la communauté et/ou des acteurs locaux, le manque de services et l'instabilité de la sécurité. Selon le rapport, toutes les personnes interrogées «ont indiqué qu'il n'existait pas de groupe de population spécifique qui ne serait pas le bienvenu pour la majorité de la communauté dans la région»¹⁴³.

Dans un rapport publié le 26 mars 2020, l'OIM a indiqué que 1,4 million de PDIPP étaient retournées à Anbar depuis décembre 2019, «là où il existe des tensions entre les personnes qui ont été déplacées lors de la progression initiale de l'EIL et celles qui sont restées et ont été déplacées par la suite». L'OIM a constaté que «bien que certaines communautés aient progressé vers une compréhension plus nuancée de ce que le fait d'avoir cohabité avec l'EIL n'implique pas nécessairement une affiliation, les membres de la communauté ayant des liens familiaux ou tribaux avec les personnes accusées d'être affiliées continuent d'être perçus comme des sympathisants du groupe» et, dans certains cas, ont subi un déplacement secondaire en raison de leur rejet par les communautés d'origine¹⁴⁴.

Le HCR a fait observer un certain nombre de cas de personnes rapatriées de force qui ont été détenues, attaquées, menacées ou se sont vu refuser l'accès à leur région d'origine par des tribus, des forces locales ou la communauté à leur arrivée dans plusieurs districts d'Anbar, de Ninive, de Kirkouk et de Salah Ad-Din, en raison de leur appartenance présumée à l'EIL. Outre ces problèmes de protection rencontrés par les personnes rapatriées de forces¹⁴⁵ depuis les camps de PDIPP à travers l'Iraq, il y a des cas où il a été fait obstruction au retour des PDIPP dans leur région d'origine¹⁴⁶. Citant un fonctionnaire, Human Rights Watch a rapporté en juin 2019 qu'environ 250 000 familles présumées affiliées à l'EIL «ne pouvaient pas rentrer chez elles parce que les autorités fédérales ou locales et les communautés s'y opposaient»¹⁴⁷. En outre, au printemps 2019, 242 régions distinctes ont été qualifiées, en Iraq, de régions n'ayant enregistré aucun retour, bien que les combats aient cessé¹⁴⁸. La même source a déclaré que dans 94 de ces zones, «l'interdiction de facto des retours est une forme de punition contre les personnes que les forces de sécurité soupçonnent d'avoir été sympathisantes de l'EIL ou d'être liées à un parent sympathisant du groupe»¹⁴⁹. Le média turc, TRT, a déclaré que plus d'un million d'Irakiens sont toujours déplacés, dont environ 14 000 dans des camps de PDIPP. Selon la source, ces PDIPP luttent pour rentrer dans leurs régions d'origine détruites par la guerre, tandis que les résidents de certaines régions s'opposent au retour des PDIPP qu'ils considèrent comme des affiliés de l'EIL¹⁵⁰. En septembre 2019, les autorités du GRK «ont empêché environ 4 200 Arabes sunnites [déplacés dans des camps] de rentrer chez eux dans 12 villages à l'est de Mossoul», n'autorisant à rentrer que «les résidents kurdes et les Arabes présentant des liens avec le GRK»¹⁵¹. Human Rights Watch a qualifié cette mesure de «punition» visant ces familles, malgré les

¹⁴² REACH, RAPID ASSESSMENT ON RETURNS AND DURABLE SOLUTIONS Markaz Al Baaj Sub-district - Al Baaj District - Ninewa Governorate, Iraq, 1 August 2020, [url](#), pp. 2, 5

¹⁴³ REACH, RAPID ASSESSMENT ON RETURNS AND DURABLE SOLUTIONS Al Rummaneh Sub-district - Al Kaim District - Al Anbar Governorate, Iraq, 31 July 2020, [url](#), pp. 2, 5

¹⁴⁴ IOM Iraq, Managing Return in Anbar: Community Responses to the Return of IDPs with Perceived Affiliation, 26 March 2020, [url](#), p. 4

¹⁴⁵ UNHCR, UNHCR Iraq Protection Update - August 2019, 14 October 2019, [url](#), p. 3

¹⁴⁶ HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#); HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁴⁷ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁴⁸ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁴⁹ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁵⁰ TRT Arabic, فصائل مسلحة تمنع عودة النازحين إلى مناطقهم [Northern Iraq Region: Armed Groups Prevent the Return of IDPs to Their Areas], 12 July 2020, [url](#)

¹⁵¹ HRW, Kurdistan Region of Iraq: Arabs Not Allowed Home Lift Unlawful Restrictions Blocking Thousands, 6 September 2019, [url](#)

déclarations des responsables du GRK selon lesquelles elle visait à protéger les civils d'un retour dans des zones peu sûres¹⁵².

Le 20 juillet 2020, UN News a déclaré que le gouvernement irakien et l'OIM avaient lancé la première phase d'un projet commun visant à soutenir le retour des PDIPP dans leur région d'origine. Selon cette source, plus de 50 familles de PDIPP, «dans des situations de déplacement prolongé»¹⁵³, sont revenues du camp d'Amriyat Al-Falluja vers leur région d'origine dans le gouvernorat d'Anbar après avoir bénéficié d'un soutien¹⁵⁴. Selon une déclaration du directeur général du ministère irakien des migrations, cité par le New Arab, plus de 240 000 familles de PDIPP sont rentrées dans leur région d'origine en 2019, le gouvernorat d'Anbar comptant le plus grand nombre de personnes rapatriées (89 000 familles de PDIPP), suivi de Salah Ad-Din (61 000), Ninive (44 000), Kirkouk (19 000) et Diyala (14 000)¹⁵⁵. En ce qui concerne «les défis actuels liés au retour des personnes effectivement ou présumées affiliées à l'EIL», l'UNOCHA a cité le gouverneur d'Anbar qui a affirmé que «le gouvernement d'Anbar s'est engagé dans un long processus de négociations avec les chefs tribaux et communautaires qui ont permis à de nombreuses familles de rentrer dans leur région d'origine». Il a ajouté que «les programmes de réconciliation communautaire ont joué un rôle important, que cette punition et cette discrimination envers les proches de membres de l'EIL n'étaient pas acceptables» et que «les traumatismes communautaires» pourraient faire obstacle au retour de certaines personnes et les forcer à s'installer dans d'autres régions¹⁵⁶.

Dans un article datant de juillet 2020 sur les familles liées à l'EIL, le regretté analyste politique irakien Hisham al-Hashimi a identifié trois catégories de «familles liées à l'EIL» rentrées dans leur région d'origine dans le sud et dans la plaine de Ninive:

1. «des familles qui ont fui leur ville et dont les maisons ont été pillées, même si un membre de leur famille était affilié à l'EIL, dont le retour dans leur communauté est accepté. Des cas de ce genre ont été constatés à Muhallabiyah, à l'ouest de Mossoul, et à Shora et Hammam Al Alil, au sud de Mossoul;
2. des familles de membres ou de partisans de l'EIL qui ont informé les forces de sécurité de l'adhésion de proches à l'EIL après la libération de la ville, qui sont au-dessus de tout soupçon. De tels cas ont été enregistrés à Shora et à Hammam Al Alil; ou
3. des familles dont les membres ont prêté allégeance à l'EIL et ont survécu, qui sont continuellement harcelées et déplacées. »

Al-Hashimi a déclaré que, selon les autorités irakiennes, plus de 300 000 personnes ayant des liens familiaux avec l'EIL résidaient dans des camps répartis dans dix gouvernorats, et a ajouté que «même si de nombreuses familles déplacées sont rentrées dans leur région d'origine, beaucoup n'ont pas pu retrouver leur maison et vivent toujours dans des abris à proximité». En outre, le retour des populations sunnites depuis plus de 400 villages près de la frontière entre la Syrie et l'Iraq vers leur région d'origine dans le nord et l'ouest de l'Iraq a été bloqué en raison de différents facteurs, notamment les tensions sectaires, ethniques et sécuritaires¹⁵⁷.

¹⁵² HRW, Kurdistan Region of Iraq: Arabs Not Allowed Home Lift Unlawful Restrictions Blocking Thousands, 6 September 2019, [url](#)

¹⁵³ IOM, FAMILIES DISPLACED BY ISIL CONFLICT SAFELY RETURN HOME THROUGH GOVERNMENT OF IRAQ, IOM PROJECT, 19 July 2020, [url](#)

¹⁵⁴ UN News, العراق: إطلاق مشروع يشجع النازحين داخليا على العودة الطوعية من المخيمات إلى ديارهم الأصلية [Iraq: Launching of a Project to Encourage the Voluntary Return of IDPs from Camps to Areas of Origin], 20 July 2020, [url](#)

¹⁵⁵ New Arab (The), 2019 عودة أكثر من مليون نازح عراقي خلال [The Return of More than 1 Million Iraqi IDPs in 2019], 5 January 2020, [url](#)

¹⁵⁶ UNOCHA, Humanitarian Bulletin, 23 July 2020, [url](#), p. 3

¹⁵⁷ Al-Hashimi, H., ISIS in Iraq: The Challenge of Reintegrating 'ISIS Families', 7 July 2020, [url](#)

Enfin, en ce qui concerne le retour des membres des familles étiquetées comme affiliées à l'EIL, al-Hashimi a mené des entretiens avec plusieurs gouverneurs et fonctionnaires qui ont chacun présenté un éventail de points de vue sur la situation de ces familles. Le gouverneur de Ninive a soutenu le retour de parents de membres de l'EIL et a affirmé que le retour «dépend de la mise à disposition d'un logement et de services adéquats pour accélérer l'intégration dans la communauté locale». Il a ajouté que le retour dans le gouvernorat «à l'exception des villages situés en dehors de Mossoul, dans le sud et l'ouest de Ninive – était principalement motivé par des raisons économiques, sociales et tribales plutôt que par des raisons juridiques ou de sécurité» et que des autorisations de sécurité sont nécessaires pour le retour. Concernant Tal Afar, al-Hashimi a déclaré que «les FMP ont subordonné le retour de ces familles liées à l'EIL à la mise à disposition par le gouvernement de services aux familles des victimes». Le gouverneur de Kirkouk a soutenu le retour immédiat de ces familles et a déclaré que «les tribus arabes sunnites, les Turkmènes sunnites et les Kurdes approuvent également cette politique» et que «l'opposition des Turkmènes chiites et des FMP» était le principal obstacle. Selon le gouverneur, les obstacles juridiques, tribaux ou économiques n'existaient pas. Le gouverneur d'Anbar a appuyé le retour de ces familles et la fermeture des camps de PDIPP d'ici l'automne 2020. Il a déclaré que seules des raisons sociales et tribales entravaient le retour, qui pourraient être «surmontées en appliquant la loi et en obtenant des chefs tribaux qu'ils s'engagent à cesser de harceler les familles rapatriées.» En outre, le gouverneur de Salah Ad-Din a également soutenu le retour et a déclaré qu'il avait été organisé «en coopération avec les forces de sécurité irakiennes et les chefs tribaux dans toute la province à l'exception de Shirqat, au nord de Baiji, et de Senniyah ainsi que d'une petite partie de Yathrib et Auoja». Il a également affirmé que les éléments qui ont fait obstacle au retour étaient d'ordre économique, sécuritaire, tribal et social plutôt que juridique, et qu'aucune autorisation de sécurité n'avait été demandée pour les retours à Kirkouk «car le conseil tribal, les services de renseignement et le Conseil national de sécurité ont distribué un formulaire à toutes les familles à l'intérieur des camps de PDIPP, et tous ont été examinés et approuvés». Cependant, le chef du comité de sécurité du conseil provincial de Salah Ad-Din a souligné l'opposition des communautés locales au retour et à l'intégration des familles liées à l'EIL et a averti que même si ces familles obtenaient des autorisations de sécuritaires et judiciaires, elles seraient «en grand danger» si elles revenaient. Enfin, le gouverneur de Diyala a déclaré que les opérations de retour pour les familles liées à l'EIL ont été interrompues pendant deux ans, «en invoquant des obstacles juridiques, économiques, tribaux, sociaux et sécuritaires». Il a ajouté que les familles avaient besoin d'une autorisation de sécurité et a souligné que «le retour à Diyala n'est pas sûr pour les familles ... surtout compte tenu de la récente recrudescence des attaques de l'EIL»¹⁵⁸.

2.2.1 Transfert des suspects de l'EIL et de leurs familles du camp d'Al-Hol au nord-est de la Syrie vers l'Iraq

Rudaw rapporte qu'au début de l'année 2019, plus de 30 000 Irakiens, pour la plupart des femmes et des enfants, et dont beaucoup sont considérés comme des «familles liées à l'EIL», étaient détenus par les Forces démocratiques syriennes dans le camp d'Al-Hol, situé au nord-est de la Syrie.¹⁵⁹ En 2019, Human Rights Watch a rapporté qu'«au moins 900 détenus irakiens ayant des liens présumés avec l'EIL» ont été transférés en Iraq¹⁶⁰.

Selon Human Rights Watch, en février 2019, les autorités irakiennes auraient construit un nouveau camp de déplacés dans le gouvernorat de Ninive, prétendument dans la région d'Al-Amla, située dans

¹⁵⁸ Al-Hashimi, H., ISIS in Iraq: The Challenge of Reintegrating 'ISIS Families', 7 July 2020, [url](#)

¹⁵⁹ Rudaw, 'Families of Iraqi ISIS fighters to be moved to Nineveh from Syria's Al-Hol: official', 15 February 2020, [url](#)

¹⁶⁰ HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#)

le sous-district d'Al-Zummar¹⁶¹, pour accueillir un certain nombre de familles de membres présumés de l'EIL revenant du camp d'Al-Hol, dans ce qui est de facto un camp de détention¹⁶². L'établissement du nouveau camp a suscité l'opposition de tribus irakiennes, qui ont menacé de recourir à la force pour empêcher le transfert des familles liées à l'EIL depuis la Syrie vers l'Iraq¹⁶³.

2.3 Accès aux documents d'état civil et habilitations de sécurité

Selon le Conseil norvégien pour les réfugiés, en 2019, l'accès aux habilitations de sécurité, nécessaires pour délivrer des documents d'état civil et exercer la liberté de circulation, notamment le passage aux points de contrôle, est resté strictement limité aux familles sans papiers¹⁶⁴. De nombreuses familles, qui ont vécu dans des régions occupées par l'EIL entre 2014 et 2017, sont dépourvues d'un ou plusieurs documents d'état civil, car ceux-ci auraient été confisqués par l'EIL ou perdus, détruits ou confisqués par les autorités irakiennes pendant la fuite ou le déplacement¹⁶⁵. De leur côté, les femmes, les enfants ou les hommes sans papiers «sont couramment soupçonnés par les forces de sécurité et les autres membres de la communauté d'être affiliés à l'EIL»¹⁶⁶. Au début de 2019, les organisations humanitaires ont déclaré à Human Rights Watch qu'elles estimaient qu'«au moins 156 000 personnes déplacées sont dépourvues d'au moins certains de leurs documents d'état civil essentiels»¹⁶⁷.

Human Rights Watch a décrit le refus par les autorités irakiennes des demandes d'habilitations de sécurité nécessaires pour obtenir tous les autres documents d'état civil, comme une forme de punition collective des familles présumées affiliées à l'EIL¹⁶⁸. Le Centre de Genève pour la gouvernance dans le secteur de la sécurité a déclaré que «les familles irakiennes présumées affiliées à l'EIL en raison de leur nom de famille, de leur appartenance tribale ou de leur région d'origine, se sont vu refuser les habilitation de sécurité nécessaires pour obtenir des documents d'identité ou d'autres documents d'état civil». La source a ajouté que ce refus a eu un impact sur «la liberté de circulation, le droit à l'éducation, le droit au travail et le droit de demander des prestations sociales et d'obtenir des certificats de naissance et de décès»¹⁶⁹.

Les PDIPP et les personnes rapatriées présumées affiliées à l'EIL craignent d'être arrêtées et détenues par les forces de sécurité alors qu'elles cherchent à obtenir une habilitation de sécurité¹⁷⁰. En février 2020, l'UNAMI a signalé que les agents «refusaient délibérément de délivrer des autorisations, déchiquetaient les demandes, détruisaient les documents expirés et, dans certains cas, arrêtaient les personnes cherchant à obtenir de nouveaux documents» lorsqu'il s'avérait qu'un demandeur était apparenté à des suspects de l'EIL figurant sur la liste des autorités¹⁷¹. Human Rights Watch a également constaté des cas où les UMP ont confisqué des habilitations de sécurité¹⁷². En outre, selon certains témoignages, les *mukhtars* locaux, les avocats et les travailleurs humanitaires risqueraient

¹⁶¹ Kurdistan 24, Iraq quietly building camp to hold families of ISIS fighters held in Syria: MP, 9 February 2020, [url](#); Iraqi24, من سوريا نائب يتحدث عن إنشاء مخيم جديد في الموصل لنقل عوائل "داعش" [Parliamentarian Reveals the Establishment of a New Camp in Mosul to Transfer ISIL Families from Syria], 9 February 2020, [url](#)

¹⁶² HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#)

¹⁶³ RT Arabic, سنقمع عوائل "داعش" إذا نُقلت من سوريا إلى العراق [The Spokesperson of the Arab Tribes to RT: We Will Suppress ISIL Families If They Are Transferred from Syria to Iraq], 8 March 2020, [url](#)

¹⁶⁴ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), pp. 17-20

¹⁶⁵ UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), p. 11; HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#); NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 5

¹⁶⁶ NRC, BARRIERS FROM BIRTH Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, [url](#), p. 14

¹⁶⁷ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁶⁸ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁶⁹ DCAF, Critical Security Issues in Iraq, 6 March 2020, [url](#), p. 7

¹⁷⁰ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 21; HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#)

¹⁷¹ UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), p. 12

¹⁷² HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

d'être étiquetés comme des partisans de l'EIL par les forces de sécurité et d'être battus, menacés et arrêtés s'ils essayaient d'aider les «familles liées à l'EIL» présumées déplacées»¹⁷³.

Depuis 2016, certaines familles sans papiers ont déposé une *tabriya*, une plainte pénale contre des membres de leur famille accusés d'être affiliés à l'EIL, afin d'obtenir une habilitation de sécurité¹⁷⁴. Un *mukhtar* interrogé par Human Rights Watch en août 2019 a déclaré qu'il avait reçu, comme d'autres *mukhtars*, «l'ordre» de ne pas «tamponner les documents des femmes si leurs maris avaient rejoint» l'EIL, à moins que ces femmes ne déposent une *tabriya*¹⁷⁵. En 2019, Human Rights Watch a observé que «la plupart des familles ayant des parents soupçonnés d'être affiliés à l'EIL qu'avait interrogés Human Rights Watch en 2019, ont pu obtenir une habilitation de sécurité par le biais d'une *tabriya*»¹⁷⁶. Cependant, selon l'ONG, «certaines communautés et certains groupes armés locaux rejettent les *tabriya* et interdisent formellement à toute famille liée à l'EIL de revenir»¹⁷⁷. Un rapport de 2020 du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a mis en exergue les conséquences négatives potentielles pour les femmes irakiennes qui ont déposé une «*tabriya*», déclarant que «cette procédure expose les femmes au rejet social, à l'expulsion de leur ménage et de leur propre famille voire à des répercussions violentes de la part des proches de l'accusé et d'autres personnes»¹⁷⁸.

Une solution alternative aux habilitations de sécurité citée en 2019 par Human Rights Watch consiste en la délivrance par la ville de Karma, dans le gouvernorat d'Anbar, de «cartes d'identité roses spéciales» destinées à 200 familles de membres présumés de l'EI, leur permettant de rentrer chez elles et de voyager, mais aussi de les «marquer de façon permanente »¹⁷⁹.

Les familles dépourvues de documents d'identité auraient été marginalisées et se seraient vu refuser les services de base, notamment l'accès à l'éducation¹⁸⁰, aux soins de santé¹⁸¹, au «système judiciaire et à la protection sociale de l'État et à l'emploi formel», ainsi qu'aux «programmes gouvernementaux d'indemnisation pour des dégâts matériels et aux possibilités de posséder ou de louer des biens»¹⁸². Selon le NRC, qui a interrogé des résidents et des fonctionnaires à Ninive, à Anbar et à Salah Ad-Din, les documents d'identité de l'état civil ne sont pas requis pour les visites médicales de routine, mais un document d'identité de l'état civil est nécessaire pour les opérations chirurgicales ou les interventions majeures¹⁸³. Le rapport du NRC sur les Irakiens sans papiers affirmait que tant le document d'identité civil qu'une habilitation de sécurité étaient nécessaires pour passer les points de contrôle, ce qui suscite chez les personnes sans papiers la crainte d'être arrêtées ou détenues aux points de contrôle¹⁸⁴.

En outre, le NRC a signalé qu'un grand nombre de personnes vivant dans des régions anciennement occupées par l'EIL ne disposaient toujours pas de certificat de décès ou de certificat de disparition, qui sont nécessaires pour délivrer d'autres documents d'état civil essentiels tels que les certificats de naissance ou de nouveaux documents d'identité de l'état civil pour les enfants dont le père est porté disparu ou décédé, ou qui sont requis par des femmes, par exemple, lorsqu'elles souhaitent réclamer

¹⁷³ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#); NRC, BARRIERS FROM BIRTH Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, [url](#), p. 23

¹⁷⁴ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁷⁵ HRW, Iraq: School Doors Barred to Many Children Affects Thousands Who Lived Under ISIS Rule, 28 August 2019, [url](#)

¹⁷⁶ HRW, World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, [url](#)

¹⁷⁷ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁷⁸ NRC, Broken Home, Women's housing, land and property rights in post-conflict Iraq, May 2020, [url](#), p. 11

¹⁷⁹ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁸⁰ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#); UNHCR/UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#); NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#)

¹⁸¹ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 13.

¹⁸² NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), pp.5, 6; See also, UN OHCHR, End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, upon conclusion of her official visit to Iraq – 15 to 23 February 2020, 27 February 2020, [url](#)

¹⁸³ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 13

¹⁸⁴ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 17

les salaires impayés de leur conjoint¹⁸⁵, se remarier ou hériter de biens¹⁸⁶. Dans son évaluation par zone (ABA)¹⁸⁷ d'avril 2019 sur la municipalité d'Al-Salam à Mossoul, REACH a déclaré que moins de 1 % des participants à l'enquête avaient perdu des documents d'état civil et a constaté que lors du remplacement de ces documents, certains résidents rencontraient certaines difficultés, «principalement un long temps d'attente, des demandes de paiements informels et le fait que leur nom soit similaire à celui de personnes soupçonnées d'être affiliées à l'EIL». Les ménages qui ne pouvaient pas s'enregistrer étaient confrontés à l'impossibilité d'inscrire leurs enfants à l'école, à des restrictions de mouvement, à l'impossibilité de prétendre à de l'aide et à des difficultés d'accès à l'emploi. Tous les documents pouvaient être remplacés à Mossoul, à l'exception du document d'identité national, qui nécessitait un déplacement à Bagdad¹⁸⁸.

2.3.1 Enfants sans papiers nés sous l'EIL et/ou de pères EIL

Des milliers d'enfants nés dans des régions contrôlées par l'EIL entre 2014 et 2017, et/ou dont les parents sont soupçonnés d'être affiliés à l'EIL, n'ont pas de certificat de naissance ni de documents d'état civil.¹⁸⁹ En 2019, le CNR estimait que 870 000 personnes¹⁹⁰ étaient encore déplacées, parmi lesquelles au moins 45 000, soit un enfant sur cinq¹⁹¹ vivant dans des camps, ne possédaient pas de certificat de naissance¹⁹². Les familles sans papiers se sont également vu refuser des certificats de naissance pour leurs nouveaux-nés¹⁹³. Les enfants sans papiers courent le risque d'être apatrides et de rencontrer des difficultés pour accéder aux services essentiels, notamment à l'éducation et aux soins de santé¹⁹⁴ et, de ce fait, le NCR a déclaré que les enfants sans papiers «courent un risque élevé d'être condamnés à une vie en marge de la société irakienne – créant ainsi une génération négligée»¹⁹⁵.

Accès à l'éducation pour les enfants sans papiers

En 2019, selon le NRC, «près d'un foyer irakien sur cinq ayant déclaré avoir des enfants dépourvus de papiers a indiqué que ses enfants se voyaient refuser l'accès à l'éducation.» Cette situation serait particulièrement fréquente à Anbar, «où près d'un tiers des personnes interrogées dont les enfants étaient dépourvus de papiers n'ont pas pu inscrire leurs enfants à l'école, contre 20 % à Salah Ad-Din

¹⁸⁵ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 21

¹⁸⁶ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

¹⁸⁷ L'enquête dans le cadre de l'ABA de REACH comprenait la collecte de données qualitatives par le biais d'entrevues avec des chefs de communauté, des experts en la matière et des groupes de discussion communautaires. La composante quantitative consistait en une évaluation des besoins des ménages dans tous les quartiers de la municipalité de Mossoul al-Salam, menée auprès de 400 ménages composés de 1 805 personnes REACH, MOSUL AL AREA BASED ASSESSMENT MOSUL AL-SALAM AREA-BASED ASSESSMENT: March-April 2019, 9 April 2019, [url](#), p. 8.

¹⁸⁸ REACH, MOSUL AL AREA BASED ASSESSMENT MOSUL AL-SALAM AREA-BASED ASSESSMENT: March-April 2019, 9 April 2019, [url](#), p. 22

¹⁸⁹ NRC, BARRIERS FROM BIRTH Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, [url](#), p. 4; HRW, Iraq: School Doors Barred to Many Children Affects Thousands Who Lived Under ISIS Rule, 28 August 2019, [url](#)

¹⁹⁰ NRC, BARRIERS FROM BIRTH Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, [url](#), p. 3

¹⁹¹ NRC, BARRIERS FROM BIRTH Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, [url](#), pp. 3, 4

¹⁹² NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 5

¹⁹³ HRW, Human Rights Watch Submission to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW) of Iraq's periodic report for the 74th CEDAW Session, September 2019, [url](#), p. 4; NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 13

¹⁹⁴ UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), pp. 11-13; HRW, Human Rights Watch Submission to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW) of Iraq's periodic report for the 74th CEDAW Session, September 2019, [url](#), p. 4; HRW, Iraq: School Doors Barred to Many Children Affects Thousands Who Lived Under ISIS Rule, 28 August 2019, [url](#); HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#); NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 5

¹⁹⁵ NRC, BARRIERS FROM BIRTH Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, [url](#), p. 3

et 14 % à Ninive»¹⁹⁶. Human Rights Watch a par exemple noté que dans une école primaire située près d'un camp de PDIPP près de Mossoul, au moins «1 080 enfants en âge d'aller à l'école vivaient à proximité de l'école [...], mais seuls 50 de ces enfants, tous en possession de documents valides, étaient inscrits à l'école»¹⁹⁷. Le NRC a constaté que les enfants sans papiers qui vont à l'école «courent un risque plus élevé d'être obligés d'abandonner ou de ne pas pouvoir obtenir leur diplôme plus tard»¹⁹⁸.

Human Rights Watch a remarqué qu'en dépit d'une directive de 2018 émise par le ministère de l'éducation permettant «aux enfants sans papiers de s'inscrire à l'école [...], les fonctionnaires informent les directeurs d'école et les groupes d'aide fournissant des services de soutien à l'éducation que les enfants sans papiers ne peuvent toujours pas s'inscrire dans les écoles publiques»¹⁹⁹. En février 2020, l'UNAMI a fait observer que la directive «ne semble pas avoir été largement diffusée ni expliquée» aux familles²⁰⁰ et aux enseignants²⁰¹. Ses directives ont été décrites comme «peu claires»²⁰², «parfois contradictoires»²⁰³ et complexes²⁰⁴, en particulier en raison de la longueur des procédures administratives²⁰⁵ et du fait qu'elles ne sont pas utiles aux familles incapables d'obtenir des documents d'état civil «par suite du refus d'une habilitation de sécurité ou de l'absence d'un parent»²⁰⁶. Les enseignants interrogés à Mossoul ont également déclaré à l'UNAMI qu'ils craignaient de permettre aux enfants sans papiers d'accéder à l'éducation en raison de la stigmatisation des personnes sans papiers, soupçonnées d'être associées à l'EIIL. Les familles ont également exprimé leur «réticence» et leur crainte que «leur enfant étiqueté comme étant associé à l'EIIL» puisse être «vulnérable aux représailles».²⁰⁷

Par ailleurs, en février 2020, l'UNAMI a expliqué que des «enfants et de jeunes adultes» sans papiers qui avaient vécu sous le contrôle de l'EIIL font face à un «déficit de connaissances considérable». Un certain nombre d'entre eux «entrent dans l'âge adulte sans aucune scolarité secondaire» et expriment «un sentiment croissant d'abandon et de désespoir»²⁰⁸.

2.3.2 Accès aux certificats de naissance et aux soins de santé pour les femmes sans papiers

En 2019, le NRC a démontré qu'un certain nombre de femmes ne disposant pas de documents d'état civil ont eu du mal à obtenir un certificat de naissance²⁰⁹ ou à accoucher dans un hôpital, car «les documents d'identité de l'état civil du père et de la mère du nouveau-né [sont nécessaires]», ainsi que, dans certains cas, le «certificat de mariage délivré par l'État». Une personne interrogée dans le cadre de l'étude du NRC a déclaré qu'à Mossoul en particulier, les professionnels de la santé pouvaient

¹⁹⁶ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 12

¹⁹⁷ HRW, Iraq: School Doors Barred to Many Children Affects Thousands Who Lived Under ISIS Rule, 28 August 2019, [url](#)

¹⁹⁸ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 13

¹⁹⁹ HRW, Iraq: School Doors Barred to Many Children Affects Thousands Who Lived Under ISIS Rule, 28 August 2019, [url](#)

²⁰⁰ UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), p. 12; Selon le NRC, «il est frappant de constater que seulement 1 % des personnes interrogées [parents interrogés par l'ONG] estiment que des enfants peuvent aller à l'école sans papiers» NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 12.

²⁰¹ UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), p. 12

²⁰² NRC, BARRIERS FROM BIRTH Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, [url](#), p. 22

²⁰³ NRC, BARRIERS FROM BIRTH Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, [url](#), p. 22

²⁰⁴ According to NRC, 'types of civil documents education officials reported being required to formally attend school also varied.' NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), pp. 11,12

²⁰⁵ Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), pp. 12, 13

²⁰⁶ UNHCR/UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), p. 12

²⁰⁷ UNHCR/UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), p. 12

²⁰⁸ UNHCR/UNAMI/UN OHCHR, The Right to Education in Iraq, February 2020, [url](#), p. 13

²⁰⁹ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 14

soupçonner les personnes sans papiers qui se rendent à l'hôpital d'être affiliées à l'EIIL²¹⁰. Par exemple, le NRC a rapporté le cas d'une PDIPP enceinte issue de l'ouest de Mossoul qui n'était pas en possession «d'un document d'identité de l'état civil valide ni d'un certificat de mariage» et qui s'est dès lors vu refuser l'accès à l'hôpital. Le NRC a expliqué que le personnel médical l'avait menacée «de garder son nouveau-né à l'hôpital jusqu'à ce que le père se présente», car ses membres soupçonnaient son mari d'être membre de l'EIIL. En conséquence, elle «a été contrainte d'accoucher chez elle sans l'aide d'un médecin ni d'une sage-femme». Le NRC a ensuite constaté qu'elle ne pouvait pas obtenir de documents d'état-civil pour son enfant et qu'elle n'était pas parvenue à obtenir une assistance médicale pour son enfant malade²¹¹. En avril 2019, le NRC a fait observer que dans la ville de Hawija, située dans le gouvernorat de Kirkouk, «les enfants sans certificat de naissance ne recevaient pas de vaccins», ce qui obligeait les familles à compter sur «les efforts individuels de certaines cliniques locales et ONG». Le NRC, citant un professionnel médical irakien, a déclaré que «l'absence de vaccination a conduit à l'émergence de nouveaux types de maladies telles que la rougeole», qui n'existaient pas avant l'EIIL²¹².

²¹⁰ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 13

²¹¹ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), p. 13

²¹² NRC, No documents, no future, 30 April 2019, [url](#)

3. Réparation et protection de l'État

3.1 Accès à des mesures réparatoires efficaces

3.1.1 Pour les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires

Selon les rapports de Human Rights Watch, depuis 2016, «les autorités de Bagdad et de la région du Kurdistan n'ont pas fait grand-chose pour punir les officiers impliqués dans des disparitions forcées»²¹³. En outre, «malgré les demandes, le gouvernement n'a pas révélé quelles structures sécuritaires et militaires ont un mandat légal pour détenir des personnes ni dans quelles installations».²¹⁴

En ce qui concerne les exécutions extrajudiciaires et la torture, la même source a mentionné qu'en dépit des engagements pris par le gouvernement irakien en 2017, «les autorités n'ont apparemment pris aucune mesure en 2019 pour enquêter sur ces abus».²¹⁵

3.1.2 Pour les allégations de torture dans les centres de détention et de détention provisoire

En ce qui concerne le cadre juridique de l'Iraq, l'UNAMI et l'OHCHR ont déclaré que «si la loi fédérale antiterroriste est muette sur les droits à un procès équitable et les garanties de procédure, l'article 13 de la loi antiterroriste de la RKI dispose que conformément à la loi, les prévenus doivent être traités équitablement pendant les interrogatoires, notamment par la mise à disposition d'un avocat». La même source a rapporté que «la torture et les traitements inhumains sont également explicitement interdits. Cependant, contrairement au droit international, l'article 13 de la loi antiterroriste de la RKI autorise que les aveux obtenus sous la contrainte soient utilisés au tribunal s'ils sont étayés par d'autres éléments de preuve»²¹⁶.

En mai 2020, Alkarama, une ONG de défense des droits de l'homme basée à Genève²¹⁷, a rapporté dans sa déclaration présentée au Comité des droits de l'homme des Nations unies que «les allégations de torture sont rarement examinées par les tribunaux et font rarement l'objet d'une enquête, l'expertise médicale est presque inexistante et les auteurs de ces actes restent généralement impunis». La même source a fait observer que le cadre juridique irakien «contribue à l'impunité» car «le projet de loi contre la torture ne fixe pas de peine de prison minimale, sauf si la torture entraîne la mort. L'article 332 du code pénal établit qu'un agent public qui traite une personne avec cruauté peut être puni d'une période de détention n'excédant pas un an en plus d'une amende n'excédant pas 100 dinars (IQD), ou d'une seule de ces peines»²¹⁸.

Human Rights Watch a rapporté en avril 2019 que le Haut Conseil judiciaire irakien avait enquêté sur 275 plaintes concernant l'utilisation de la torture contre des enquêteurs à la fin de l'année 2018

²¹³ HRW, Iraq: Human Rights Watch Submission to the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, 17 May 2020, [url](#)

²¹⁴ HRW, World Report for 2019 : Iraq, 14 January 2020, [url](#)

²¹⁵ HRW, World Report for 2019 : Iraq, 14 January 2020, [url](#)

²¹⁶ UNAMI/UN OHCHR, Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020, [url](#), pp. 5-6

²¹⁷ Alkarama est une ONG basée à Genève créée pour aider ceux qui, dans le monde arabe, sont victimes de disparition extrajudiciaire, de torture et de détention arbitraire. Alkarama, Our Work, n.d., [url](#)

²¹⁸ Alkarama, UN Human Rights Committee (Comité des droits de l'homme des Nations unies): Iraq; Submission to the List of Issues to be taken up in connection with the consideration of Iraq's sixth periodic report by the Human Rights Committee, 26 mai 2020, [url](#), p. 7.

dans des affaires de terrorisme et autres, et avait résolu 176 de ces affaires, bien que les résultats de ces enquêtes restent incertains²¹⁹.

3.1.3 Accès à une assistance juridique et de sécurité

Dans un rapport de mai 2020, le NRC a déclaré que les femmes soupçonnées d'être affiliées à l'EIL craignaient les représailles des autorités irakiennes plus qu'elles ne les considéraient comme un recours pour revendiquer leurs droits au logement, à la terre et à la propriété et pour résoudre les différends²²⁰. En outre, les femmes interrogées par le NRC ont toutes exprimé leur crainte «d'aborder les autorités compétentes pour obtenir les documents d'état civil nécessaires pour introduire une réclamation sur un bien», et ont qualifié le processus de «prédateur»²²¹. Selon Human Rights Watch, sans une habilitation de sécurité, souvent refusée par les autorités irakiennes mêmes, les Irakiens ne peuvent pas «entrer dans un bâtiment gouvernemental, notamment un tribunal» et ne peuvent pas «introduire un recours judiciaire» pour régler leurs problèmes²²². Human Rights Watch a également rapporté que «de nombreux avocats qui ont cherché à aider ces [familles soupçonnées d'être des "familles liées à l'EIL"] à obtenir une habilitation de sécurité ont été menacés, battus et arrêtés» et, en tant que tels, n'ont pas souhaité apporter leur aide à une famille lorsqu'ils ont appris qu'un parent était soupçonné d'être affilié à l'EIL²²³. En février 2020, Oxfam a également déclaré que «les personnes soupçonnées d'être affiliées à l'EIL n'ont que peu, voire pas d'accès [...] aux recours judiciaires»²²⁴.

3.1.4 Accès à des mesures réparatoires contre les violences et abus sexuels

En ce qui concerne la situation générale de la violence sexiste en Iraq, selon l'Aperçu des besoins humanitaires des Nations unies 2020, les femmes et les filles «continuent de subir des violences domestiques, des violences sexuelles, le mariage forcé et la privation de ressources, et beaucoup sont privées de leurs droits fondamentaux». La même source a également indiqué que «les moyens de subsistance et les services d'hébergement pour les rescapées de la violence sexiste sont limités». De nombreuses victimes de la violence sexiste refusent d'être orientées vers des services spécialisés par crainte d'être stigmatisées, par méfiance à l'égard des services disponibles et des voies de recours judiciaires, ainsi que par crainte de nouvelles violences. Les capacités et les ressources limitées des systèmes de protection nationaux et la diminution du nombre de centres pour femmes ont également eu des effets négatifs sur l'accès des victimes aux services»²²⁵.

En décembre 2019, le Center for Civilians in Conflict (CIVIC) a décrit divers «mécanismes de signalement permettant aux PDIPP de porter plainte et de signaler les abus» dans les camps. Cependant, de nombreuses victimes ne signalent pas les abus sexuels, et les allégations «ne font donc pas l'objet d'une enquête»²²⁶. Dans un rapport publié en mars 2020, Oxfam a mentionné le rôle du groupe de travail irakien «Combattre l'exploitation et les abus sexuels», ainsi que divers mécanismes permettant de recueillir les allégations et d'enquêter sur les plaintes pour violences sexuelles en Iraq, sans préciser leur efficacité s'agissant de permettre aux victimes d'accéder à des mesures réparatoires

²¹⁹ HRW, Iraq: Appeals Courts Ignoring Torture Claims Overturning Acquittals in Terrorism Cases, 25 September 2019, [url](#)

²²⁰ NRC, Broken Home, Women's housing, land and property rights in post-conflict Iraq, May 2020, [url](#), p. 11

²²¹ NRC, Broken Home, Women's housing, land and property rights in post-conflict Iraq, May 2020, [url](#), p. 11

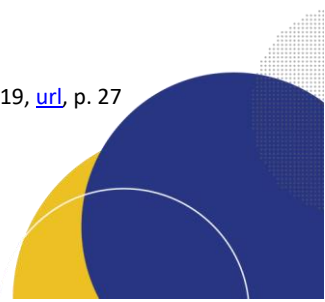
²²² HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#)

²²³ HRW, Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, [url](#); for more information, see 2.3 – Restricted access to civil documentation and security clearance

²²⁴ Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), p. 36

²²⁵ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview - Iraq 2020, November 2019, [url](#), p. 52

²²⁶ CIVIC, "WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US" - Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), p. 27



efficaces²²⁷. Selon le journaliste irakien Dlovan Barwari, «la crainte d'être accusées d'aider des membres de l'EIL» empêche les ONG de «venir en aide aux victimes»²²⁸.

3.1.5 Accès des civils à des canaux efficaces de signalement des incidents

En décembre 2019, dans son rapport sur le gouvernorat de Kirkouk, le CIVIC a écrit, au sujet des mécanismes de plainte destinés aux civils, qu'il y avait un «manque de canaux adéquats permettant aux civils de signaler les incidents de dommages civils». Les civils interrogés par l'ONG ont affirmé que «leur travail n'a pas conduit à des changements de politique ni à des actions disciplinaires contre les fonctionnaires dans les cas d'infractions.»²²⁹ À Kirkouk, les civils seraient «désorientés» en raison du grand nombre des acteurs de la sécurité et ne savent pas «à qui faire part de leurs préoccupations»²³⁰. Selon le CIVIC, «les civils font rarement appel à ces mécanismes parce qu'ils ne les connaissent pas, parce qu'ils pensent qu'ils sont inefficaces, ou parce qu'ils craignent des représailles s'ils dénoncent un membre des forces de sécurité»²³¹.

3.2 Accès à l'amnistie

Selon Amnesty International, «la loi d'amnistie générale [n° 27/2016] exclut 13 types de crimes, notamment les crimes terroristes [...] pour les personnes condamnées à des peines de prison et à la peine de mort, excluant ainsi la majorité des personnes condamnées en vertu de la loi antiterroriste de 2005.» La même source écrit:

«La loi d'amnistie générale établit aussi que les amnisties sont subordonnées au retrait des plaintes par les plaignants ou les proches des victimes. Pour les 13 crimes exclus, la loi d'amnistie générale accorde explicitement le droit à une révision judiciaire dans les cas où des individus ont été condamnés sur la base d'«aveux» extorqués sous la contrainte et dans les cas où des procédures judiciaires ont été engagées sur la base d'éléments de preuve fournis par un informateur secret ou d'«aveux» d'autres suspects. Dans la pratique, cela fait peser la charge de la preuve sur les prévenus et suppose que les procédures ont été respectées pendant le procès, par exemple que les documents de procédure et les verdicts des tribunaux faisaient état des plaintes de torture déposées par les détenus. Cependant, selon les informations dont dispose Amnesty International, les procédures de procès équitable ne sont, bien souvent, pas respectées.»²³²

Al-Jazeera a rapporté en juillet 2019 que certains suspects de l'EIL condamnés par les tribunaux irakiens «pourraient prétendre à une libération en vertu de la loi d'amnistie générale». Pour y avoir droit, «la personne condamnée devrait fournir des preuves attestant qu'elle a rejoint l'EIL contre sa volonté et qu'elle n'a pas commis de délit grave.» Toutefois, Belkis Wille, chercheuse reconnue spécialiste de l'Iraq, citée par Al-Jazeera, a expliqué que dans la pratique, il est très compliqué pour «les gens de prouver qu'ils ont été forcés à travailler [pour l'EIL] parce que la barre a été placée si haut» et que cette loi est rarement appliquée par les juges²³³. Human Rights Watch a évoqué un haut magistrat du tribunal antiterroriste de Ninive qui a exprimé son refus d'appliquer la loi «parce qu'il

²²⁷ Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, [url](#), p. 26

²²⁸ VoA, Report: Iraqi Forces Sexually Abuse IS Female Relatives in Mosul, 17 February 2019, [url](#); Iraqi Network for Investigative Journalism, النساء في 'عوائل داعش' يدفعن الضريبة: اغتصاب ودعارة.. وجيل يهدد بتطرف جديد [Women in ISIL Families pay the price: rape and prostitution... And a generation is again threatened by radicalization], March 2019, [url](#)

²²⁹ CIVIC, "WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US" - Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), p. 21

²³⁰ CIVIC, "WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US" - Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), p. 21

²³¹ CIVIC, "WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US" - Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, [url](#), p. 21

²³² Al, Iraq: The Road to Justice – A Long Way to Go, March 2019, [url](#), p. 5; Original Arabic Text of the General Amnesty Law available at: Iraq, Official Journal of the Iraqi Republic, n°4417, 2016, [url](#)

²³³ Al Jazeera, Iraq government employees face prosecution for working under ISIL, 9 July 2019, [url](#)

estimait qu'aucune personne ayant apporté un soutien quelconque à l'EIL ne méritait d'être amnistiée»²³⁴.

3.3 Possibilités de relocalisation

Le NRC écrit que «des droits de l'homme essentiels tels que la liberté de circulation sont également refusés aux personnes sans papiers et le risque de détention et d'arrestation arbitraires est considérablement accru», comme lors du passage aux points de contrôle dans les régions anciennement contrôlées par l'EIL, une crainte formulée par les personnes interrogées dans le cadre de l'étude du NRC²³⁵. De même, le rapport Bobseine de 2019 indique que les processus de retour des PDIPP sont obscurs et fondés sur l'obtention d'habilitations de sécurité qui nécessitent un contact avec les forces de sécurité dans leur région. Sans ces autorisations et documents de sécurité, «les Irakiens ne sont pas autorisés à se déplacer librement dans leur propre pays et ne peuvent généralement pas décrocher un emploi ni bénéficier de services publics tels que les soins de santé». Une autorisation est également nécessaire pour obtenir des certificats de naissance/décès. Elle écrit également que les cheikhs des tribus locales peuvent bloquer ou faciliter les retours, tandis que «la relocalisation dans d'autres villages et villes est rendue difficile par des procédures de sécurité et de contrôle supplémentaires, parfois exigées par les autorités locales ou les acteurs tribaux»²³⁶.

Selon le département d'État américain, les autorités ont limité les mouvements des personnes déplacées et n'ont pas permis à certains résidents des camps de PDIPP de partir, ce qui a créé des entraves aux moyens de subsistance, à l'éducation et aux services. En outre, «de nombreuses régions du pays libérées du contrôle de l'EIL ont souffert de restrictions de circulation», en particulier aux points de contrôle des forces gouvernementales, tandis que les permis de retour des personnes rapatriées dans leur région d'origine n'ont pas toujours été respectés par les forces locales. Les personnes rapatriées ont été confrontées à la destruction de leurs biens, à l'absence de services, de moyens de subsistance et à des problèmes de sécurité, ce qui a souvent conduit à un déplacement secondaire ou à un retour dans les camps. Les PDIPP, en particulier celles soupçonnées d'être affiliées à l'EIL, «se sont heurtées à l'hostilité des fonctionnaires locaux et de la population, ainsi qu'à l'expulsion» et, dans d'autres cas, ont été empêchées de revenir²³⁷.

²³⁴ Al Jazeera, Iraq government employees face prosecution for working under ISIL, 9 July 2019, [url](#)

²³⁵ NRC, Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, [url](#), pp. 6, 17

²³⁶ Bobseine, H., Tribal Justice in a Fragile Iraq, [url](#), 7 November 2019, p. 16

²³⁷ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2019 – Iraq, March 2020, [url](#), p. 32-33



Annexe 1: Bibliographie

Public sources

AI (Amnesty International), Iraq 2019, 18 February 2020, <https://www.amnesty.org/en/countries/middle-east-and-north-africa/iraq/report-iraq/>, accessed 2 July 2020

AI (Amnesty International), Iraq: Stop forced returns of hundreds of internally displaced people, 28 August 2019, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/08/iraq-stop-forced-returns-of-hundreds-of-internally-displaced-people/>, accessed 2 July 2020

AI (Amnesty International), IRAQ: THE ROAD TO JUSTICE – A LONG WAY TO GO, AMNESTY INTERNATIONAL SUBMISSION FOR THE UN UNIVERSAL PERIODIC REVIEW, 34TH SESSION OF THE UPR WORKING GROUP, November 2019, <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1403162019ENGLISH.pdf>, accessed 2 July 2020

Al-Hashimi, H. ISIS in Iraq: The Challenge of Reintegrating 'ISIS Families', Center for Global Policy, 7 July 2020, <https://cgpolicy.org/articles/isis-in-iraq-the-challenge-of-reintegrating-isis-families/>, accessed 7 October 2020

Al Jazeera, Iraq government employees face prosecution for working under ISIL, 9 July 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/07/iraq-government-employees-face-prosecution-working-isil-190708105114170.html>, accessed 2 July 2020

Alkarama, UN Human Rights Committee: Iraq; Submission to the List of Issues to be taken up in connection with the consideration of Iraq's sixth periodic report by the Human Rights Committee, 26 May 2020

[https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared Documents/IRQ/INT_CCPR_ICO_IRQ_42206_E.docx](https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared/Documents/IRQ/INT_CCPR_ICO_IRQ_42206_E.docx), accessed 28 August 2020

AP (Associated Press), Iraq holding more than 19,000 because of IS, militant ties, 22 March 2018, <https://apnews.com/aeece6571de54f5dba3543d91deed381>, accessed 7 September 2020

Bobseine, H., Tribal Justice in a Fragile Iraq, The Century Foundation, https://production-tcf.imgix.net/app/uploads/2019/11/08121945/tribal-justice_bobseinePDF.pdf, accessed 6 September 2020

CIVIC (Center for Civilians in Conflict), "WE JUST WANT SOMEONE TO PROTECT US" - Civilian Protection Challenges in Kirkuk, December 2019, https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2020/01/Kirkuk_We-Just-Want-Someone-to-Protect-Us.pdf, accessed 2 July 2020

Elaph, اتهام السلطات العراقية بتعذيب معتقلين حتى القتل دعت المنظمات الحقوقية إلى التحقيق بوفاة العشرات [Human Rights Organisations Called for Investigating Dozens of Deaths: Iraqi Authorities Accused of Killing Detainees under Torture], 17 April 2020, <https://elaph.com/Web/News/2020/04/1289216.html>, accessed 13 October 2020

FP (Foreign Policy), Among Displaced Iraqis, One Group Is Worse Off Than the Rest, 29 April 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/04/29/among-displaced-iraqis-one-group-is-worse-off-than-the-rest/>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Everyone Must Confess - Abuses against Children Suspected of ISIL Affiliation, 6 March 2019, https://www.HumanRightsWatch.org/sites/default/files/report_pdf/iraq0319_web_1.pdf, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Human Rights Watch Submission to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW) of Iraq's periodic report for the 74th CEDAW Session, September 2019, https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/SharedDocuments/IRQ/INT_CEDAW_CSS_IRQ_37338_E.docx, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq Authorities Acknowledge Horrific Prison Overcrowding, 5 August 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/08/05/iraq-authorities-acknowledge-horrific-prison-overcrowding>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq: Appeals Courts Ignoring Torture Claims Overturning Acquittals in Terrorism Cases, 25 September 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/09/25/iraq-appeals-courts-ignoring-torture-claims>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq: Camps Expel Over 2,000 People Seen As ISIS-Linked, 4 September 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/09/04/iraq-camps-expel-over-2000-people-seen-isis-linked>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq: ISIS Child Suspects Arbitrarily Arrested, Tortured Children Should Be Rehabilitated, Reintegrated, 6 March 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/03/06/iraq-isis-child-suspects-arbitrarily-arrested-tortured>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq: Key Courts Improve ISIS Trial Procedures, But Changes Needed in Laws, Response to Torture, Other Courts, 13 March 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/03/13/iraq-key-courts-improve-isis-trial-procedures>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq: Military Enter Camp, Occupy School for 'Screening', 18 July 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/07/18/iraq-military-enter-camp-occupy-school-screening>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq: Not a Homecoming, 14 June 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/06/14/iraq-not-homecoming>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq: School Doors Barred to Many Children Affects Thousands Who Lived Under ISIS Rule, 28 August 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/08/28/iraq-school-doors-barred-many-children>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Iraq: Thousands Detained, Including Children, in Degrading Conditions, 4 July 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/07/04/iraq-thousands-detained-including-children-degrading-conditions>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), ISIS Suspect Transfers to Iraq Replete with Risks, 1 November 2019, <https://www.HumanRightsWatch.org/news/2019/11/01/isis-suspect-transfers-iraq-replete-risks>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Kurdistan Region of Iraq: 350 Prisoners 'Disappeared', 21 December 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/12/21/kurdistan-region-iraq-350-prisoners-disappeared>, accessed 27 August 2020

HRW (Human Rights Watch), Kurdistan Region of Iraq: Arabs Not Allowed Home Lift Unlawful Restrictions Blocking Thousands, 6 September 2019, <https://www.Human Rights Watch.org/news/2019/09/06/kurdistan-region-iraq-arabs-not-allowed-home>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), Transfer of ISIS Suspects, Including Foreigners, to Iraq Raises Torture Concerns, 4 March 2019, <https://www.Human Rights Watch.org/news/2019/03/04/transfer-isis-suspects-including-foreigners-iraq-raises-torture-concerns>, accessed 2 July 2020

HRW (Human Rights Watch), World Report for 2019 : Iraq , 14 January 2020, <https://www.Human Rights Watch.org/world-report/2020/country-chapters/iraq>, accessed 2 July 2020

HRW, Iraq: Human Rights Watch Submission to the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, 17 May 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/05/17/iraq-human-rights-watch-submission-working-group-enforced-or-involuntary>, accessed 6 August 2020

InterAction, Moving Forward Together, Leaving No One Behind: From Stigmatization to Social Cohesion in Post-Conflict Iraq, October 2018, https://www.interaction.org/wp-content/uploads/2018/10/interaction_moving_forward_together_leaving_no_one_behind_iraq_mission_report.pdf, accessed 6 September 2020

IOM (International Organization for Migration), Iraq Displacement Tracking Matrix, n.d., <http://iraqdtm.iom.int/>, accessed 2 July 2020

IOM Iraq, Managing Return in Anbar: Community Responses to the Return of IDPs with Perceived Affiliation, 26 March 2020, <https://iraq.iom.int/file/78376/download?token=jlUkiEDT>, accessed 8 October 2020

IOM (International Organization for Migration), WEST MOSUL PERCEPTIONS ON RETURN AND REINTEGRATION AMONG STAYEES, IDPS AND RETURNEES, June 2019, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Perceptions%20on%20return%20and%20reintegration%20%28June%202019%29.pdf>, accessed 2 July 2020

IOM, FAMILIES DISPLACED BY ISIL CONFLICT SAFELY RETURN HOME THROUGH GOVERNMENT OF IRAQ, IOM PROJECT, 19 July 2020, <https://iraq.iom.int/news/families-displaced-isil-conflict-safely-return-home-through-government-iraq-iom-project>, accessed 9 October 2020

Iraq, Anti-Terrorism Law (Law No. 13 of 2005), 7 November 2005, available at: <https://www.refworld.org/docid/5bd093414.html>, accessed 24 August 2020

Iraqi Network for Investigative Journalism, النساء في 'عوائل داعش' يدفعن الضريبة: اغتصاب ودعارة.. وجيل يهدد بتطرف جديد [Women in ISIL Families pay the price: rape and prostitution... And a generation is again threatened by radicalization], March 2019, <http://www.nirij.org/?p=1628>, accessed 15 June 2020

Iraqi24, نائِب يتحدّث عن إنشاء مخيم جديد في الموصل لنقل عوائل "داعش" من سوريا [Parliamentarian Reveals the Establishment of a New Camp in Mosul to Transfer ISIL Families from Syria], 9 February 2020, <https://iraqi24.com/news/%D9%86%D8%A7%D8%A6%D8%A8-%D9%8A%D8%AA%D8%AD%D8%AF%D8%AB-%D8%B9%D9%86-%D8%A5%D9%86%D8%B4%D8%A7%D8%A1-%D9%85%D8%AE%D9%8A%D9%85->

[%D8%AC%D8%AF%D9%8A%D8%AF-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%88%D8%B5%D9%84-%D9%84%D9%86%D9%82%D9%84-%D8%B9%D9%88%D8%A7%D8%A6%D9%84-%D8%AF%D8%A7%D8%B9%D8%B4-%D9%85%D9%86-%D8%B3%D9%88%D8%B1%D9%8A%D8%A7](#), accessed 8 October 2020

Kurdistan 24, Iraq quietly building camp to hold families of ISIS fighters held in Syria: MP, 9 February 2020, <https://www.kurdistan24.net/en/news/3998fecfd-22fc-4cda-ac1d-918e7f4c50f1>, accessed 2 July 2020

Kurdistan 24, Local leaders in Nineveh reject Iraq's decision to move ISIS-affiliates from Syria to Amla camp, 22 February 2020, <https://www.kurdistan24.net/en/news/00d7f322-66e5-4b95-8a8e-f4ec680e3d74>, accessed 2 July 2020

Kurdistan Region of Iraq, Law No. 3 (2006) An Act for Anti-terrorism in the Kurdistan Region – Iraq, 2006, <https://www.parliament.krd/media/2439/%DB%8C%D8%A7%D8%B3%D8%A7%DB%8C-%DA%98%D9%85%D8%A7%D8%B1%D9%87-3-%DB%8C-%D8%B3%D8%A7%DA%B5%DB%8C-2006%DB%8C%D8%A7%D8%B3%D8%A7%DB%8C-%D8%A8%D9%87-%D8%B1%D9%87-%D9%86%DA%AF%D8%A7%D8%B1%D8%A8%D9%88%D9%88%D9%86%D9%87-%D9%88%D9%87-%DB%8C-%D8%AA%DB%86%D9%82%D8%A7%D9%86%D8%AF%D9%86-%D8%AA%DB%8C%D8%B1%DB%86%D8%B1-%D9%84%D9%87-%D9%87%D9%87-%D8%B1%DB%8E%D9%85%DB%8C-%D9%83%D9%88%D8%B1%D8%AF%D8%B3%D8%AA%D8%A7%D9%86-%D8%B9%DB%8E%D8%B1%D8%A7%D9%82-%D8%AF%D8%A7.pdf>, accessed 24 August 2020

New Arab (The), 2019 عودة أكثر من مليون نازح عراقي خلال [The Return of More than 1 Million Iraqi IDPs in 2019], 5 January 2020, <https://www.alaraby.co.uk/%D8%B9%D9%88%D8%AF%D8%A9-%D8%A3%D9%83%D8%AB%D8%B1-%D9%85%D9%86-%D9%85%D9%84%D9%8A%D9%88%D9%86-%D9%86%D8%A7%D8%B2%D8%AD-%D8%B9%D8%B1%D8%A7%D9%82%D9%8A-%D8%AE%D9%84%D8%A7%D9%84-2019>, accessed 8 October 2020

New Yorker (The), Iraq's Post-ISIS Campaign of Revenge, 23 December 2018, <https://www.newyorker.com/magazine/2018/12/24/iraqs-post-isis-campaign-of-revenge>, accessed 2 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), BARRIERS FROM BIRTH: Undocumented children in Iraq sentenced to a life on the margins, 30 April 2019, <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/iraq/barriers-from-birth/barriers-from-birth-med-pages.pdf>, accessed 2 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Broken Home, Women's housing land and property rights in post-conflict Iraq, May 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/hlp-report-1.8.pdf>, accessed 2 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), No documents, no future, 30 April 2019, <https://www.nrc.no/perspectives/2019/iraq-no-documents-no-future/>, accessed 2 July 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Paperless People of Post-Conflict Iraq, 2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/paperless_people_medium_single_pages.pdf, accessed 2 July 2020

Oxfam, Protection Landscape in Diyala and Kirkuk Iraq, 5 March 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rr-protection-landscapes-diyala-kirkuk-iraq-050320-en.pdf>, accessed 2 July 2020

PAX, ISIS-only tribunal: selective, politicised justice will do more harm than good, 31 October 2019, <https://www.paxforpeace.nl/media/files/policybrief-iraq-isis-tribunal-2019-eng.pdf>, accessed 7 October 2020

Prison Insider, "Parodies of justice" in Iraq, 21 January 2020, <https://www.prison-insider.com/en/articles/en-irak-des-parodies-de-justice>, accessed 7 October 2020

REACH, MOSUL AL AREA BASED ASSESSMENT MOSUL AL-SALAM AREA-BASED ASSESSMENT: March-April 2019, 9 April 2019, https://www.impact-repository.org/document/reach/fe6e6d9d/reach_irq_aba_mosul_al-salam_report_april2019.pdf, accessed 13 October 2020

REACH, RAPID ASSESSMENT ON RETURNS AND DURABLE SOLUTIONS Markaz Al Baaj Sub-district - Al Baaj District - Ninewa Governorate, Iraq, 1 August 2020, https://www.impact-repository.org/document/reach/0c587abd/IRQ_ReDS_RA_Factsheet_Markaz_Al_Baaj_Final_31072020.pdf, accessed 12 October 2020

REACH, RAPID ASSESSMENT ON RETURNS AND DURABLE SOLUTIONS Al Rummaneh Sub-district - Al Kaim District - Al Anbar Governorate, Iraq, 31 July 2020, https://www.impact-repository.org/document/reach/6cb06cfa/IRQ_ReDS_RA_Factsheet_Al_Rummanah_Final_31072020.pdf, accessed 12 October 2020

Revin, M. R., The Limits of Punishment: Transitional Justice and Violent Extremism – Iraq Case Study, May 2018, <https://i.unu.edu/media/cpr.unu.edu/attachment/3127/2-LoP-Iraq-final.pdf>, accessed 6 September 2020

RT, مصدر عراقي لـ RT: "داعش" حكموا بالإعدام ولم تنفذ بهم العقوبة: RT: [Iraqi Source to RT: More than 3 000 'Da'esh' Members Were Sentenced to Death but the Sentence Was not Carried out], 1 June 2020, https://arabic.rt.com/middle_east/1120122-%D9%85%D8%B5%D8%AF%D8%B1-%D8%B9%D8%B1%D8%A7%D9%82%D9%8A-%D8%A2%D9%84%D8%A7%D9%81-%D8%AF%D8%A7%D8%B9%D8%B4-%D8%AD%D9%83%D9%85%D9%88%D8%A7-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B9%D8%AF%D8%A7%D9%85-%D9%88%D9%84%D9%85-%D8%AA%D9%86%D9%81%D8%B0-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%82%D9%88%D8%A8%D8%A9/, accessed 12 October 2020

RT Arabic, Spokesperson of the Arab Tribes to RT: "داعش" إذا نُقلت من سوريا إلى العراق RT: المتحدث باسم العشائر العربية لـ [The Spokesperson of the Arab Tribes to RT: We Will Suppress ISIL Families If They Are Transferred from Syria to Iraq], 8 March 2020, https://arabic.rt.com/middle_east/1092018-%D8%B3%D9%86%D9%82%D9%85%D8%B9-%D8%B9%D9%88%D8%A7%D8%A6%D9%84-%D8%AF%D8%A7%D8%B9%D8%B4-%D8%B3%D9%88%D8%B1%D9%8A%D8%A7-%D8%A5%D9%84%D9%89-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A7%D9%82/, accessed 13 October 2020

Saieh, A., Ignoring Iraq's Most Vulnerable Displaced Families Undermines US Stabilization Agenda in Iraq, Just Security, 18 August 2020, <https://www.justsecurity.org/72004/ignoring-iraqs-most-vulnerable-displaced-families-undermines-us-stabilization-agenda-in-iraq/>, accessed 9 October 2020

TRT Arabic, إقليم شمال العراق: فصائل مسلحة تمنع عودة النازحين إلى مناطقهم [Northern Iraq Region: Armed Groups Prevent the Return of IDPs to Their Areas], 12 July 2020, <https://www.trtarabi.com/now/%D8%A5%D9%82%D9%84%D9%8A%D9%85-%D8%B4%D9%85%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A7%D9%82-%D9%81%D8%B5%D8%A7%D8%A6%D9%84-%D9%85%D8%B3%D9%84%D8%AD%D8%A9-%D8%AA%D9%85%D9%86%D8%B9-%D8%B9%D9%88%D8%AF%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%A7%D8%B2%D8%AD%D9%8A%D9%86-%D8%A5%D9%84%D9%89-%D9%85%D9%86%D8%A7%D8%B7%D9%82%D9%87%D9%85-27238>, accessed 8 October 2020

Rudaw, Families of Iraqi ISIS fighters to be moved to Nineveh from Syria's Al-Hol: official, 15 February 2020, https://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/150220202?fbclid=IwAR1g3TX3e5c9yz2FJy9Wn9JRj-OJp8YvEBNMssk_mTIQz_idyr15xd98psA, accessed 2 July 2020

Shafaq News, العراق يخلي سبيل 50 موقوفاً وفق المادة 4/1 م 4/1 ارهاب لـ"عدم كفاية الادلة" [Iraq Releases 50 Persons Detained on the Basis of Art. 1/4 Terrorism "for Insufficient Evidence"], 31 March 2020, <https://shafaq.com/ar/%D8%A3%D9%85%D9%80%D9%86/%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A7%D9%82-%D9%8A%D8%AE%D9%84%D9%8A-%D8%B3%D8%A8%D9%8A%D9%84-50-%D9%85%D9%88%D9%82%D9%88%D9%81%D8%A7-%D9%88%D9%81%D9%82-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D9%851-4-%D8%A7%D8%B1%D9%87%D8%A7%D8%A8-%D9%84%D9%80-%D8%B9%D8%AF%D9%85-%D9%83%D9%81%D8%A7%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%AF%D9%84%D8%A9>, accessed 9 October 2020

UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session38/Documents/A_HRC_38_44_Add.1.docx, accessed 27 August 2020

UN News, العراق: إطلاق مشروع يشجع النازحين داخليا على العودة الطوعية من المخيمات إلى ديارهم الأصلية [Iraq: Launching of a Project to Encourage the Voluntary Return of IDPs from Camps to Areas of Origin], 20 July 2020, <https://news.un.org/ar/story/2020/07/1058561>, accessed 9 October 2020

UN OHCHR (Office of the High Commissioner for Human Rights), Iraq: UN expert says prosecution of ISIL leadership must be fair and thorough, 4 April 2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2006868.html>, accessed on 24 August 2020

UN OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), End of Mission Statement by the United Nations Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Ms. Cecilia Jimenez-Damary, 27 February 2020, <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25608&LangID=E>

UN Security Council, Children and armed conflict in Iraq, 23 December 2019, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_984.pdf, accessed 2 July 2020

UNAMI/OHCHR (United Nations Assistance Mission for Iraq/Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Human Rights in the Administration of Justice in Iraq: Trials under the anti-terrorism laws and implications for justice, accountability and social cohesion in the aftermath of ISIL, January 2020,

https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/UNAMI_Report_HRAAdministrationJustice_Iraq_28January2020.pdf, accessed 2 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq: Country of Origin Information on Access and Residency Requirements in Iraq (Update I), November 2019,

<https://www.ecoi.net/en/file/local/2019573/5dc04ef74.pdf>, accessed 2 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Iraq: Country of Origin Information on Access and Residency Requirements in Iraq Ability of Persons Originating from Formerly ISIS-Held or Conflict-Affected Areas to Legally Access and Remain in Proposed Areas of Relocation, 25 April 2019, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2007518/unhcr-2019-04-25-iraq-access-residency.pdf>, accessed 2 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), UNHCR Iraq Protection Update - August 2019, 14 October 2019, available at: <https://reliefweb.int/report/iraq/unhcr-iraq-protection-update-august-2019>, accessed 2 July 2020

UNHCR/UNAMI/OHCHR (United Nations High Commissioner for Refugees/United Nations Assistance Mission for Iraq/Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), The Right to Education in Iraq, February 2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2024768/2020-02IraqRightEducationreport-2.pdf>, accessed 2 July 2020

UNOCHA, Humanitarian Bulletin, 23 July 2020, <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-humanitarian-bulletin-june-2020>, accessed 6 October 2020

UNOCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Needs Overview - Iraq 2020, 17 December 2019, available at:

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/iraq_hno_2020-fullen.pdf, accessed 3 August 2020

UNOCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Response Plan, January 2020, available at:

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/iraq_humanitarianresponseplan_2020.pdf, accessed 3 August 2020

USDOS (US Department of State), Country Report on Human Rights Practices 2019 - Iraq, 11 March 2020, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/03/IRAQ-2019-HUMAN-RIGHTS-REPORT-1.pdf>, accessed 2 July 2020

USDOS (US Department of State), 2019 Trafficking in Persons Report - Iraq, June 2019,

<https://www.state.gov/reports/2019-trafficking-in-persons-report-2/iraq/>

(VoA) Voice of America, Report: Iraqi Forces Sexually Abuse IS Female Relatives in Mosul, 17 February 2019, <https://www.voanews.com/extremism-watch/report-iraqi-forces-sexually-abuse-female-relatives-mosul>, accessed 2 July 2020

Washington Post, Iraq pressing to build isolation camp for Islamic State refugees, 2 May 2019, https://www.washingtonpost.com/world/iraq-is-pushing-to-build-an-isolation-camp-for-30000-iraqis-who-lived-under-isis-in-syria/2019/05/02/f714763a-561b-11e9-aa83-504f086bf5d6_story.html, accessed 2 July 2020

Annexe 2: Mandat

☐ Traitement

- Traitement d'individus soupçonnés d'être affiliés à l'EIL – structure par différents acteurs (le gouvernement irakien, les milices progouvernementales, le GRK, par des chefs tribaux et la communauté).
- Poursuites judiciaires: législation appliquée, «listes de personnes recherchées» et étendue des arrestations, respect des exigences en matière de procédure régulière et de procès équitable, représentation par des avocats (traitement des avocats et absence de représentation qualifiée); détention provisoire (durée, normes physiques), mauvais traitements, torture, application de sanctions, en particulier la peine de mort, application d'amnisties, le cas échéant.
- Signalements de traitement, notamment: disparitions, exécutions, arrestations, abus, refus de retour dans les régions d'origine, destruction de biens/d'infrastructures, confiscation de documents, restrictions en matière de services sociaux, discrimination, déplacement secondaire à la suite d'expulsions, autres.
- Traitement de membres de la famille de personnes soupçonnées d'être affiliées à l'EIL: notamment les signalements de traitements susmentionnés et la liberté de circulation, etc.
- Traitement des enfants sans papiers (nés sous l'occupation de l'EIL et/ou de pères membres de l'EIL): possibilité d'obtenir des documents, apatridie ou risque d'apatridie, inscription à l'école, accès à d'autres services, etc.

☐ Réparation

- Accès à des mesures réparatoires efficaces, notamment si des personnes soupçonnées d'être affiliées à l'EIL, en particulier les Arabes sunnites, déposent des plaintes auprès de la police ou de la justice; efficacité du dépôt d'une plainte.
- Possibilité pour une personne soupçonnée d'être affiliée à l'EIL, en particulier arabe sunnite, de s'installer dans une autre région pour éviter/échapper au profilage.

